



Madagascar, le champ des possibles

Doté d'un fort potentiel, le pays s'enfonce dans la pauvreté. La relève peine à s'affirmer.

Partage complice

Pourquoi Madagascar ? Chaque année, la fin de cursus des étudiants de deuxième année du master journalisme du CUEJ est délocalisée pendant quatre semaines dans un pays étranger. Madagascar figure parmi les pays les plus pauvres du monde mais dispose d'un potentiel de richesses naturelles, environnementales et humaines exceptionnel. Permettre à de jeunes journalistes de découvrir comment et pourquoi un pays aussi fertile se débat dans la pauvreté relève de leur apprentissage de la connaissance des enjeux du monde contemporain. Partout, le principe de la délocalisation, hier en Chine, en Birmanie ou au Kazakhstan, aujourd'hui à Madagascar, repose sur la même exigence : poser un autre regard sur les réalités du monde, découvrir les vérités de l'autre, confronter ses certitudes au tamis du terrain, et, ici, ne jamais oublier que la langue de l'ancien colonisa-

teur est avant tout celle de l'élite, parlée par moins de 20 % de la population.

Cette démarche, nous l'avons partagée avec notre partenaire, l'Institut d'études politiques Madagascar, dans une complice proximité, nourrie d'un même goût pour l'ouverture au monde et pour l'action publique. Que Davida Rajaon, son président, Andry Raodina, directeur des études, et toute l'équipe de l'IEP soient très sincèrement remerciés pour leurs conseils avisés, la disponibilité de leurs étudiants, l'accueil de notre salle de rédaction éphémère dans les locaux de l'IEP. Ce numéro spécial de *News d'ill*, les magazines de radio et télévision (à consulter sur le site cuej.info) témoignent du résultat de ces quatre semaines de travail commun.

Nicole Gauthier
Directrice du CUEJ



Madagascar autrement

Madagascar est-il un pays riche ou un pays pauvre classé dans la catégorie des pays les moins avancés ? Force est de constater que Madagascar est un pays très riche extrêmement pauvre...

Une des raisons de cette pauvreté est l'oubli de la sagesse malagasy elle-même. Le Malagasy a oublié la sagesse d'emprunter le regard du caméléon, un animal symbolique de l'île qui a la capacité de regarder en arrière et de se projeter vers l'avenir et marcher pas à pas. Dans ce monde de l'immédiateté et de l'instantané, il nous faut un temps d'écoute, de lecture, de réflexion... lequel nous permet de vivre sans procuration.

Porter ce regard du « Malagasy et son environnement » a été le défi de nos jeunes Malagasy, Français, Allemands, Biélorusse, Géorgien... étudiants en journalisme du CUEJ de l'université de Strasbourg et étudiants en science politique de l'IEP Madagascar.

Des jours d'enquêtes, de recherches, d'interview... in fine des travaux de journalistes, généralement en binôme, ont été fournis pour nous rapporter la réalité Malagasy et poser un regard sans prétention aucune sur l'avenir de Madagascar : le riz, l'or, le zébu ou l'accapement des terres, les ressources naturelles, l'environnement, la culture, la religion, la politique, l'Etat, l'éducation, la jeunesse...

Face aux défis que Madagascar doit relever, nos futurs jeunes journalistes nous rappellent que nous avons l'obligation de connaître notre réalité, car l'avenir peut s'écrire sans nous.

Il y a ceux qui croient et écrivent l'avenir. Il y a ceux qui oublient qu'ils sont l'avenir. Que la richesse d'une nation, de l'homme, de l'environnement... *in fine* de notre planète, lue à travers des récits de nos jeunes étudiants en journalisme, ne soit pas détruite par la pauvreté de nos actions. Que de ce regard international et croisé, nous l'espérons, se crée une conscience collective pour construire ensemble... « Madagascar autrement ».

L'IEP Madagascar est reconnaissant envers le CUEJ de Strasbourg pour l'opportunité de ce partenariat pour l'enrichissement des recherches, des travaux, des réflexions sur Madagascar menés avec les étudiants.

En effet, cette collaboration s'inscrit dans la vision de l'IEP de former de jeunes décideurs ayant cette connais-

sance du terrain et cette capacité d'analyse. Madagascar est une terre d'opportunités où beaucoup d'actions sont à mener pour le développement et où les décideurs doivent comprendre cette société, la culture, l'histoire, les acteurs de ce pays pour trouver et concevoir les politiques les plus adaptées. Nous remercions Madame Nicole Gauthier, son équipe, les étudiants du CUEJ pour leur professionnalisme, pour ces moments intenses et pour ce temps d'interculturalité ô combien fort utiles pour nos étudiants.

Et nous disons : *Veloma*.

Davida Rajaon
Président de l'Institut d'études politiques
Madagascar



Raconter la nuit et s'approcher des étoiles

Le soleil est couché à Antananarivo. La ville, si foisonnante la journée, s'est éteinte d'un coup. Dans les rues faiblement éclairées, les voitures ont déserté, quelques taxis espèrent encore une course. La majorité des Malgaches se sont réfugiés chez eux. Les rares piétons sont immobiles, comme en attente. La moitié d'entre eux sont des prostituées. Les autres n'ont nulle part où aller. Des barrages policiers arrêtent les touristes qui se risquent à sortir. S'ils n'ont pas leur passeport sur eux, ils devront régler un pot-de-vin pour continuer leur chemin. La nuit n'est pas belle dans la capitale malgache mais c'est dans cette obscurité que les étoiles se révèlent.

Madagascar, cinquième plus grande île du monde, avec sa population jeune et son territoire plus vaste que la France n'est qu'au 155^e rang mondial selon l'indice de développement humain. Instable politiquement depuis son indépendance en 1960, le pays voit l'écart entre riches et miséreux s'agrandir année après année. Une société fracturée qui ne se retrouve plus que dans la corruption généralisée et dans la ferveur religieuse.

La nouvelle génération malga-

La nouvelle génération a une responsabilité. Celle d'empêcher une nuit polaire

che a une responsabilité. Celle d'empêcher une nuit polaire, et celle de réveiller tout un peuple. Les initiatives existent. Des jeunes se lancent en politique, les nouvelles technologies se développent, des femmes créent des entreprises, la Chine, devenue le premier partenaire commercial, offre des perspectives. Mais l'aube ne pointe pas encore. L'éducation, l'agriculture, l'Etat de droit font partie des dossiers sur lesquels la société malgache doit se pencher.

Raconter la nuit et s'approcher des étoiles pour qu'elles deviennent soleil, voici l'ambition de ce magazine.

Alexis Boisselier



Joris Bolomey/Cuej

Un vendeur de drapeaux sur l'avenue de la Liberté dans le centre de la capitale, Antananarivo.

Glossaire

ARIARY

La monnaie locale, l'ariary, a remplacé le franc malgache en 2003. Il faut environ 3 500 ariary pour 1 euro. Dans la vie quotidienne, les prix sont encore souvent communiqués en francs malgaches. Par exemple, le prix d'un café peut être affiché 200 ariary ou 1 000 francs malgaches.

FOKONTANY

Subdivision administrative d'une commune urbaine ou rurale qui peut désigner un village ou un quartier. Le *fokontany* (prononcer «fouktane») est dirigé par le *Lehiben ny fokontany* (littéralement « chef du fokontany »).

OMBY

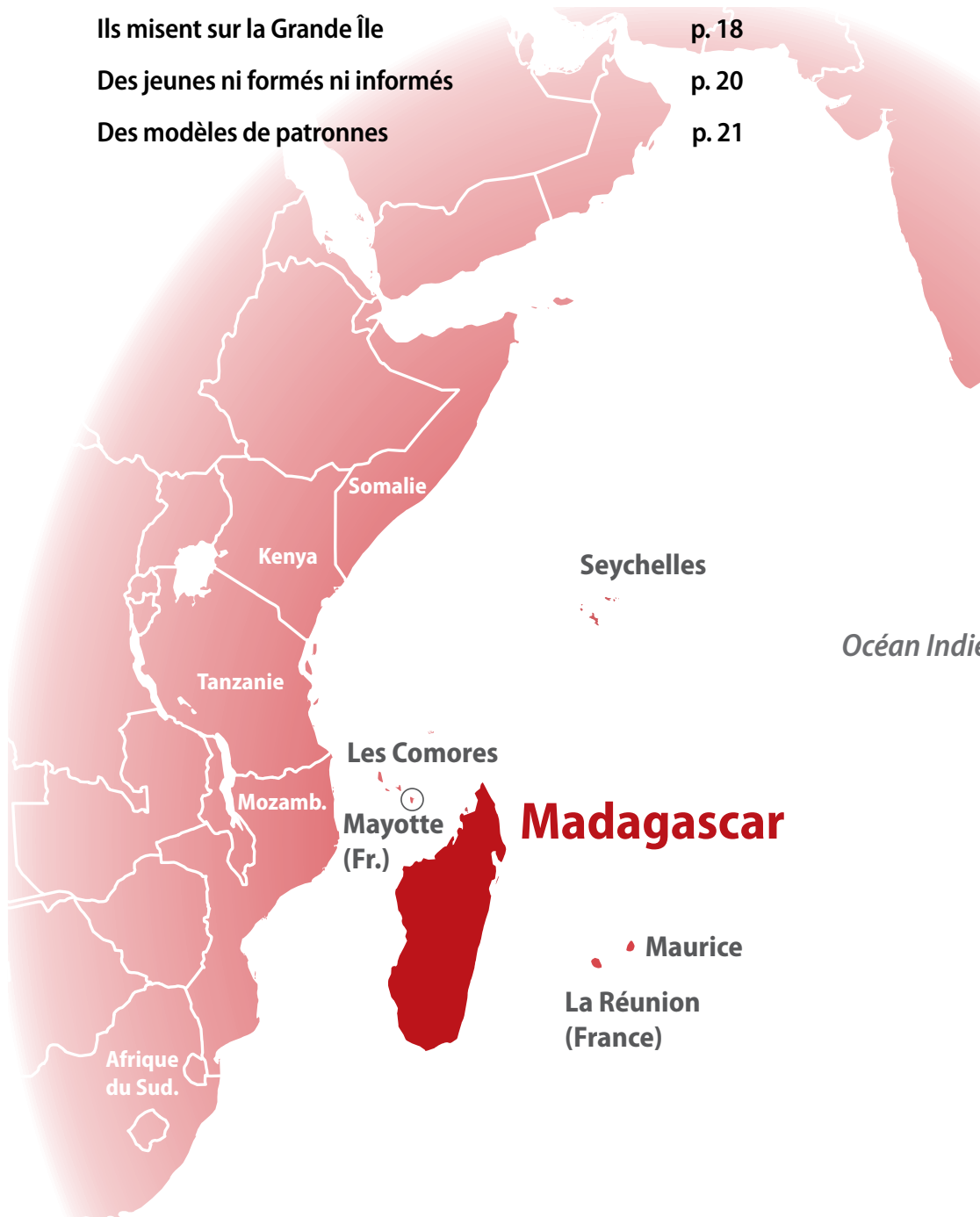
Zébu en malgache. Animal emblématique de Madagascar, il est utilisé comme moyen de transport et outil de travail dans les champs et est aussi omniprésent dans la cuisine.

KARANA

Communauté d'origine indo-pakistanaise présente à Madagascar depuis plus d'un siècle et économiquement très influente. Au moment de l'indépendance du pays, la double nationalité étant impossible, beaucoup de Karana ont opté pour la citoyenneté française.

Un terreau fertile

Le riz amorce son changement de culture	p. 6
Le grain à toutes les sauces	p. 12
Les téléphones mobiles font sauter la banque	p. 13
Quand Paris appelle, Tana répond	p. 15
Les Malgaches passent au chinois	p. 16
Ils misent sur la Grande Île	p. 18
Des jeunes ni formés ni informés	p. 20
Des modèles de patronnes	p. 21



Une société fragile

- Le zébu, un trésor national en danger p. 22
- A Morondava, l'océan ne nourrit plus ses hommes p. 28
- L'école primaire se mord la langue p. 30

Routes principales

200 km



Un Etat défailant

- Présidentielle : la route chaotique de la démocratie p. 34
- Politique, la génération silencieuse p. 36
- Un réservoir d'idées dans les campagnes p. 37
- La guerre contre la corruption aura bien lieu p. 38
- Dans les villages, la justice se règle loin des tribunaux p. 41
- Le grand marché aux puces p. 43
- Systeme D à la cité U p. 44
- La presse libre de tout scrupule p. 46
- Les chrétiens accros aux sectes p. 48
- Slamer pour défier les aînés p. 49
- Bobines et bouts de ficelle p. 51

Madagascar en chiffres

Population

24,2 millions d'habitants

Taux de fécondité

4,4 naissances par femme

Espérance de vie

67 ans pour les femmes,
64 ans pour les hommes

Pyramide des âges

61 % de la population a
moins de 25 ans

Produit intérieur brut

366 euros par habitant
(178^e sur 182 pays)

Prévalence du secteur informel

89,3 % de l'emploi
est informel

Pauvreté

90,5 % de la population
vit avec moins
de 2,80 euros par jour

Accès à l'électricité

17 % de la population a
accès à l'électricité

Accès à Internet

Une connexion à haut
débit pour 100 habitants

Urbanisation

35 % de la population vit
en ville

Langues

Le malgache et le français
sont les langues officielles.
Mais seule 15 à 20 % de la
population parle français.

Source : Banque mondiale



Le riz amorce son changement de culture

Malgré sa place centrale dans la société, la production est insuffisante pour nourrir l'île. Les initiatives de modernisation se heurtent à la pauvreté et à la spéculation.

Depuis que ses huit frères et sœurs ont rejoint la capitale pour y vivre, Feno Rakotoniaina est le dernier de la famille à entretenir les rizières léguées par ses parents à Antanetibe-Mahaza-za, à une soixantaine de kilomètres d'Antananarivo. « *Moi aussi j'aimerais partir à Antananarivo, mais qui va prendre soin de la terre ?* » Dans une petite maison en torchis rouge, il finit son bol de riz trempé dans un bouillon avant de repartir au travail. Ce paysan de 39 ans, « *pas fait pour l'éco-*



le », exploite aujourd'hui 1 hectare de terre. Il n'en est propriétaire que d'un neuvième, les autres parts appartenant à ses frères et sœurs. À Madagascar, 99 % des exploitations agricoles sont familiales. Avec ce bout de terrain, sa récolte annuelle de riz le nourrit à peine, lui, sa femme et ses trois enfants. Cette année, leur situation est encore plus compliquée. A cause de la sécheresse, il n'a pu repiquer ses plants qu'en février, une opération qui se réalise généralement en novembre. Il estime à 30 % la baisse de sa production par rapport à l'année dernière.



Alexis Boisselet / Cuej

La culture du riz est un enjeu central dans la Grande Île. Elle représente 12 % du PIB et fait vivre directement plus de deux millions d'exploitants. En 2012, 60 % des terres agricoles étaient dédiées à la riziculture et représentaient 1,3 million d'hectares. « *Les Malgaches ne peuvent vivre sans riz. Il est le principal aliment* », explique Joseph Bruno Rakoto, directeur de la promotion et du développement rizicole au sein du ministère de l'Agriculture. Selon une étude de la filière rizicole datée de 2000, un habitant en mange en moyenne 11,5 kg par mois.

Du riz importé d'Inde ou de Birmanie

Une importante consommation que n'arrive pas à satisfaire la production du pays. Madagascar a toujours été importateur net de riz, même pendant la colonisation. En 2016, le pays a fait venir 240 000 tonnes de riz en provenance d'Inde, du Pakistan ou de Birmanie. Le 18 mai, ce chiffre s'établissait déjà à 190 410 tonnes pour l'année 2017. Pourtant, le gouvernement vise un objectif d'autosuffisance pour l'île à l'horizon 2020.

« *On doit faire des efforts sur les techniques agricoles pour augmenter la productivité* », rappelle Joseph Bruno Rakoto. Alors qu'aujourd'hui, la majorité des riziculteurs ne produisent que pour leur propre

A Antanetibe-Mahazaza, les paysans moissonnent le riz dans les rizières.

consommation, le gouvernement souhaite « *éduquer* » les paysans pour développer « *un esprit entrepreneurial* ».

Au Centre d'appui à la formation professionnelle agricole (Cafpa), près de Mahitsy, Miadantsoa Raveloharimalala, cheffe du département de la formation, est fière de façonner des « *exploitants entrepreneurs agricoles* », formés « *à la communication, au civisme, aux techniques modernes et à la commercialisation* ». Elle tacle avec condescendance « *les méthodes traditionnelles, celles des ratés de la vie* » ➤➤➤

Les méthodes traditionnelles ne suffisent plus

Le producteur de riz

Feno Rakotoniaina, à Antanetibe-Mahazaza

« *Ma parcelle est très petite et je n'ai pas les moyens de vendre du riz. Certains paysans du village le font, mais dans de toutes petites quantités. On a besoin de plus d'aides. Pour nous, les engrais coûtent vraiment trop cher et demandent*

beaucoup plus d'attention que les méthodes traditionnelles. J'espère que mes frères et sœurs vendront leurs rizières à bas prix pour que je puisse agrandir ma parcelle. Mes enfants pourront reprendre la main mais je leur laisserai le choix : le plus important pour eux, c'est l'école. »

➤➤ qui tombent dans l'agriculture par échec ».

C'est que l'esprit d'entreprise est devenu l'obsession du gouvernement. « Avant, on enseignait d'abord la technique, explique Miharintsoa Randriantsarafara, responsable de Formaprod, le programme gouvernemental en charge de la formation agricole professionnelle. Mais aujourd'hui, on apprend d'abord l'entrepreneuriat. On explique aux jeunes comment planifier leur vie et agir en conséquence. »

Chez les étudiants du Cafpa, la graine commence à germer. Arnaud Andriamanakatra, 22 ans, délégué de deuxième année, considère « que la solution économique est de lancer des structures de type PME ». Avec les techniques enseignées au sein de l'école, il pense pouvoir passer d'un rendement de trois tonnes de paddy à l'hectare à dix tonnes. Formaprod mène même des initiatives directement dans les écoles primaires pour « inculquer l'entrepreneuriat ».

« L'argent de l'Etat appartient à tous »

Dans les rizières, le gouvernement n'attend pas que les jeunes soient formés pour tenter de moderniser les techniques. A quinze kilomètres au nord-est d'Antananarivo, Arolalaina Ramboasalama, le directeur du district d'Ambohidratrimo, est sur le terrain pour « sensibiliser les producteurs à utiliser des semences améliorées et les inviter à trouver les méthodes les mieux adaptées à leur mentalité pour augmenter la productivité ». Mais face aux services du gouvernement, les paysans sont sceptiques : « Pour eux, l'argent de l'Etat appartient à tout le monde et ils n'acceptent pas nos idées, car ils veulent des choses palpables comme de l'engrais ou de l'argent », explique le directeur du district.

Dans une salle de classe de village, Arolalaina Ramboasalama se confronte à la détresse des agriculteurs locaux. Avant de pouvoir « trouver de nouvelles idées », les riziculteurs veulent simplement manger. Face au fonctionnaire, Faharoa Rasolofoarijaona prend la parole pour expliquer que ses « 15 ares ne fournissent du riz que ➤➤



L'étudiant en agriculture

Arnaud Andriamanakatra, à Andranovaky

« Je veux devenir exploitant rizicole et j'ai intégré une formation pour apprendre les techniques modernes de culture. Ma famille considère que c'est une chance. Ici, on apprend à faire des calendriers de cultures, à faire des comptes, à choisir le type

de semence en fonction du terrain... La modernisation de l'agriculture est très importante pour Madagascar, mais pour atteindre ces objectifs, il faut de plus grandes exploitations. A côté, pour mieux gagner ma vie, je veux faire de l'élevage et des cultures maraîchères. »



Guilhem Dubernet / Cuej



Guilhem Dubernet / Cuej

Dans une usine de décortilage à Mahitsy, le riz blanc est chargé pour la direction d'Antananarivo.

Dans la capitale, un vendeur de riz sur le marché de gros d'Anosibe. (à g.)

Feno Rakotoniaina est le dernier à entretenir les rizières familiales, à Antanetibe-Mahazaza. (à d.)



Guilhem Dubernet / Cuej

Le directeur de district

Arolalaina Ramboasalama, à Ambohidratrimo

« Dans le passé, le ministère approvisionnait les paysans en semences de manière gratuite. Aujourd'hui, l'Etat s'est désengagé et on va dans les villages les mains vides. On manque de ressources. On est 13 pour s'occuper de 500 000 paysans, ce n'est

pas assez. On peut agir au niveau de l'aménagement du territoire. Pour le riz, l'important c'est la maîtrise de l'eau. On a réhabilité un barrage qui permet d'irriguer le périmètre. Mais comme notre budget est trop limité, on cherche des partenariats avec des ONG ou d'autres programmes.

« **»» pour trois mois pour toute la famille** ». A côté de lui, Seta Rafaralahimanana ajoute qu'il essaye bien de vendre une partie de sa production « *mais seulement quand le prix est le meilleur, pour acheter des meubles ou quelques biens* ». Pour vivre correctement, même doubler le rendement serait insuffisant.

Emile Rasoloarison, qui a un temps utilisé des intrants chimiques fournis par l'Etat, a voulu continuer à en servir « *mais le gain en productivité ne couvrait même pas l'achat des engrais* ». Le directeur de district s'emporte : « *Vous attendez toujours tout de l'Etat mais nous n'avons pas forcément les moyens !* » Face à la remarque, les visages restent fermés.

Paddy

Riz non décortiqué. Une fois passé par les usines spécialisées, il devient le riz propre à la consommation

Le microcrédit, un cadeau empoisonné

Dans le village, la pauvreté extrême a poussé les producteurs à vendre leurs zébus. Les paysans en sont réduits à labourer à la main et à acheter le fumier pour fertiliser leurs terres. Dans ce dénuement, les villageois précisent qu'ils ne se risquent même pas à souscrire à des microcrédits, de peur de perdre le peu qu'ils auraient pu mettre en gage.

Les paysans en sont réduits à labourer la terre à la main

Ces organismes de microcrédit comme la Cecam, Microcred ou Asep ont été mis en place dans les années 1990 grâce à des bailleurs de fonds internationaux, par exemple la Banque mondiale et l'Union européenne, en collaboration avec le gouvernement malgache. Ils visent à réduire la vulnérabilité et la pauvreté des producteurs. Mais l'idée qui a fait ses preuves dans d'autres pays s'est transformée en cadeau empoisonné.

Un ancien responsable d'organisme local, qui souhaite rester anonyme, en explique le fonctionne-

ment : en mettant leur production de paddy en gage, les agriculteurs obtiennent de quoi acheter des outils ou des semences. Une fois leur prêt remboursé, avec un taux d'intérêt variant entre 1 et 3 %, ils peuvent récupérer et vendre leur stock de riz. Dans sa commune, le responsable estime que « *près de 80 % de producteurs sont passés par le microcrédit* ».

Sauf que pour beaucoup, c'est le début d'une spirale infernale. S'ils ne remboursent pas, ils perdent leur production et doivent souscrire un nouveau prêt pour survivre. Les organismes de microcrédit récupèrent alors le paddy à très bas prix et revendent les stocks à des collecteurs. A l'origine destinés à moderniser les moyens des riziculteurs, ces instituts bancaires sont devenus les interlocuteurs privilégiés de grands opérateurs du riz dans les villages.

Parmi les paysans qui arrivent à vendre, rares sont ceux à le faire directement auprès du consommateur. Des collecteurs viennent chercher le paddy dans les villages et l'acheminement vers les usines de décortiquage. Ces dernières fournissent les grossistes, auprès de qui s'approvisionnent les détaillants. En mai 2017, le producteur reçoit environ 950 ariary lors de la vente d'1 kg de paddy. Les 730 grammes de riz blanc récupérés après décortiquage qui seront vendus 1 300 ariary sur les marchés de la capitale.

Des stocks très encombrants

Le prix du riz a même pu approcher les 2 000 ariary le kilo de riz blanc, au mois de février. En cause, les prévisions de mauvaise récolte, mais surtout la spéculation autour de la céréale. « *Les opérateurs du riz organisent cette pénurie parce qu'ils pensent qu'en gardant leurs stocks dans leurs entrepôts, ils espèrent vendre beaucoup plus cher dans une semaine ou deux* »,

L'épicier

Franck Hervé, à Ambohidratrimo

« Ici, les exploitations locales sont destinées à la consommation familiale. Moi, je vends du riz importé et du riz de Mahitsy. Un collecteur va chercher le riz auprès des paysans éloignés et je lui achète. Je travaille avec le même depuis longtemps car la confiance est importante. Les collecteurs font de la spéculation et cachent des stocks pour que le riz soit plus cher quand les gens en manquent. Nous, vendeurs, subissons ces spéculations, mais ce sont les producteurs les plus à plaindre, car ils ne gagnent presque rien. Le riz est devenu une question très politique et critique parce que l'Etat n'encadre pas le système et ne contrôle absolument rien. »



Guilhem Dubernet / Cuej

expliquait le ministre du Commerce Armand Tazafy à *La Tribune Afrique*, le 2 février. « Les prix sont établis par entente entre quelques collecteurs », assure Franck Hervé, épicier à Ambohidratrimo, qui regrette un manque de cadrage

Les paysans emmènent le riz qui a séché.

du marché par l'Etat.

Le ministère du Commerce évoque des « contrôles périodiques » pour lutter contre les stocks. Fanilo Rabodoharinino, décortiqueuse à Mahitsy, affirme que les fonctionnaires leur déconseillent seulement de stocker. « Quand vous êtes dans un système libéral, les gens ont le droit de cacher, de ne pas vendre et d'attendre. C'est la libre entreprise », souligne l'économiste Hugues Rajaonson qui, pour éviter la hausse des prix, propose de mieux gérer les importations : « Il faut revenir à la politique de 1974. C'est-à-dire avoir des gros silos, acheter beaucoup quand le prix est bas sur le marché mondial, remplir les silos et les vendre en période de pénurie. »

La décortiqueuse

Fanilo Rabodoharinino, à Mahitsy

« Nous récupérons le paddy soit directement auprès des paysans, soit auprès des collecteurs. On travaille avec une dizaine de collecteurs différents qui nous amènent le paddy que l'on achète environ 860 ariary le kilo. Quand tout va bien, alors on peut décortiquer près de 30 tonnes par jour. Au final, le riz blanc

représente environ 73 % du poids du paddy. On le livre par camions aux revendeurs d'Antananarivo à un prix d'environ 1 300 ariary le kilo. Nous ne cachons aucun stock car le cours du riz évolue rapidement. Si le ministère veut éviter la spéculation, il se doit d'importer pour augmenter le volume de riz qui est en circulation. »

Des rizières trop petites

La taille des exploitations, morcelées, est également un frein important au développement de la production. Cette situation inquiète Safidy Razafindrakoto, étudiant en première année au Cafpa. Son grand-père a un terrain de 3 hectares qui l'aiderait beaucoup, mais il doit « le partager avec une vingtaine de cousins ».

A Madagascar, 70 % des rizières font moins de 1,5 hectare. Si l'Etat veut encore croire aux structures de petites tailles, celles-ci sont pourtant l'obstacle numéro un à l'objectif gouvernemental d'auto-suffisance pour 2020.

Alexis Boisselier, Guilhem Dubernet et Dio Randrianarivelo

Le grain à toutes les sauces

Du petit déjeuner au dîner, la céréale est la base de l'alimentation.



Alexis Boisselier/Cuej



Anthony Capra/Cuej



Alexis Boisselier/Cuej



Alexis Boisselier/Cuej

Des beignets sucrés et salés, du riz qui cuit sur une fatapera, une crème pour les enfants et du riz sec (de g. à d.).

6 h, petit déjeuner. Le riz se mange avec un petit peu d'eau, en gruaux : il faut qu'il soit mou. Les Malgaches le nomment *vary sosoa*. Il peut être accompagné d'une omelette, de cacahuètes pilées ou simplement de sucre. Pour les enfants, *kobam-bary*, crème issue d'un mélange de poudre de riz et de lait, aromatisée à différents parfums est parfois coupée à l'eau et un peu de sucre.

10 h, l'heure d'une pause et d'un arrêt dans un *mpi-varotra mofo sy kafé* d'Antananarivo, cabane de tôle où l'on sert du café accompagné de beignets de riz *mofo gasy* (sucré) et *ranomanonaka* (salé). La céréale est pillée pour obtenir une farine grossière à cuire sur le traditionnel *fatapera*, réchaud nourri de charbon ou de bois qui reste souvent alimenté toute la journée.

12 h, déjeuner. Le *vary maina*, soit le riz « sec » est cuit avec de l'eau ajoutée peu à peu pendant une trentaine de minutes jusqu'à ce que celle-ci soit évaporée.

Les grains ne doivent pas coller. Le plat se mange avec un peu de viande ou de légumes et peut être accompagné d'un *ro matsatso*, sorte de bouillon léger.

Pendant ou après le repas, le *ranovola* est une infusion. On récupère la marmite dans laquelle le riz a attaché au fond puis on y verse de l'eau que l'on fait bouillir. Cette tradition malgache ne fait aujourd'hui plus l'unanimité chez les habitants de la Grande Île. Certains l'aiment, d'autres l'abhorrent. Une variante consiste à manger directement ce riz sans l'arroser d'eau (*apango*).

20 h, dîner. Le riz peut être servi avec des saucisses ou de la viande de zébu grillé (*kitoza*). Il devient *ary amin'anana* quand on l'associe à des brèdes coupées en très petits morceaux. Ce légume, sorte d'épinard local, est avec le zébu l'autre aliment phare de la cuisine malgache.

Alexis Boisselier
et Dio Randrianarivelo



Joris Bolomey/Cuej

Dans un cashpoint du quartier d'Analakely à Antananarivo, les clients peuvent régler leurs factures par portable.

Les téléphones mobiles font sauter la banque

Le « mobile banking » facilite les transferts d'argent entre particuliers et les paiements chez les petits commerçants.

Ampefy, ville touristique à 120 kilomètres à l'ouest de la capitale. Radonandrasana, quinquagénaire aux cheveux grisonnants, vient récupérer les 50 000 ariary envoyés quelques jours plus tôt par sa fille qui vit à Antananarivo : « *Je viens ici toutes les deux semaines retirer de l'argent* », explique-t-il, une liasse de billets dans la main. Sa fille Andiana avait déposé le montant en liquide dans un des nombreux kiosques de la capitale, les *cashpoints*, où il avait été transformé en argent dématérialisé.



Puis elle l'avait envoyé au *cashpoint* près de chez son père.

Très répandu sur l'île, ce type de transfert qui a vu le jour en 2010 est simplifié en septembre 2016, quand les trois établissements de monnaie électronique à Madagascar décident de rendre leurs services interopérables.

Par l'intermédiaire de ces *cashpoints*, les Malgaches peuvent payer de multiples prestataires : eau, électricité, abonnement Canal+ etc. Une illustration du pari technologique dans >>>

>>> lequel s'est lancé le pays avec l'espoir de sauter des étapes dans son développement.

« Les histoires de vols se multiplient »

Dans le quartier d'Analakely de la capitale, Dina Rafaralahy, étudiante en droit et en anglais de 22 ans, gère depuis cinq ans un *cashpoint* légué par ses parents. Cette jeune femme timide compte huit employés à sa charge : « Au début, on a demandé à Telma de nous fournir des puces et des portables mais ce n'était pas rentable. On a décidé de devenir *cashpoint*. Pour m'installer, je devais avoir 2 millions d'ariary sur mon portable et en liquide (1) » Une somme très élevée pour le pays. Tous les *cashpoints* des villes ou des campagnes ont de l'argent liquide à portée de main afin de répondre à un retrait d'argent des clients. Mais stocker autant d'argent n'attire-t-il pas les braqueurs ? « Les histoires de vols se multiplient dans les bas quartiers », souligne Dina Rafaralahy. Moi je suis bien située, près d'une caserne militaire. » Son business est d'ailleurs lucratif. Elle dit gagner 2 millions d'ariary minimum par mois et ses employés touchent environ 300 000 ariary mensuel, soit un tiers de plus que le salaire moyen.

A Ampefy, les affaires ne sont pas aussi florissantes pour Haingotiana. La jeune femme de 27 ans, posée dans un petit kiosque en tôle, a du mal à joindre les deux bouts : « Je ne travaille qu'avec Orange Money et dans la campagne, les gens utilisent plus Mvola et surtout Airtel. »

Pour Orange Money et Mvola, il suffit de saisir une seule fois le numéro de la personne pour lui envoyer de l'argent, ce qui engendre des erreurs fré-

quentes. « Une de mes employés s'est trompée dans un numéro et l'argent a été donné à la mauvaise personne », regrette Dina Rafaralahy. Pour réparer les fautes, les procédures sont lourdes pour le propriétaire du *cashpoint*. Si le *mobile banking* explose dans ce pays où le taux de bancarisation est de 6%, des améliorations techniques sont encore nécessaires.

Alexis De Azevedo, Andrea Rambinitsaotra, Anne-Laure Ratsirahonana et Donovan Thiebaud

Des échoppes connectées

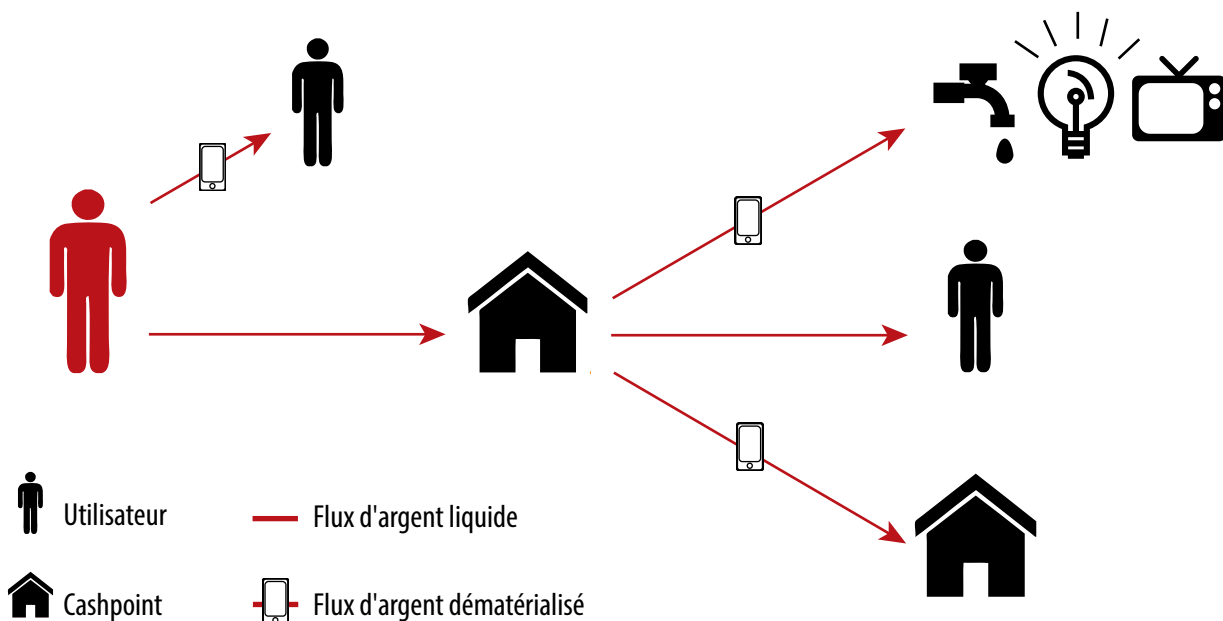
A Mahajanga, ville portuaire à 550 km au nord-ouest d'Antananarivo, une action inédite de recouvrement de taxes par téléphone mobile a été lancée en 2012. « La ville a voulu améliorer et sécuriser la location des emplacements sur les marchés. Le paiement par téléphone mobile a été la solution choisie », explique Toky Ratovomanana, l'un des artisans de cette mise en place et employé à l'Institut régional de coopération développement (Ircod) à Madagascar.

Pas besoin de smartphone, un simple téléphone bon marché suffit pour avoir

accès aux services financiers mobiles. « Les marchands payent mensuellement leur emplacement. Cette pratique a été élargie aux marchands de rue. Bientôt, le recouvrement deviendra même quotidien », ajoutait-il. Cette initiative, qui permet de normaliser les rentrées d'argent de la commune, pourrait faire des petits dans la Grande Île. L'administration malgache réfléchit même à instaurer le paiement des impôts par téléphone mobile. Mais aucune date n'est encore fixée pour la mise en œuvre.

(1) Ce montant dépend de la localisation du *cashpoint* et du nombre des services proposés

Mobile banking : envoyé, c'est payé !



Donovan Thiebaud/Cuej

Quand Paris appelle, Tana répond

Attirées par une main-d'œuvre francophone et des bas salaires, les entreprises de service délocalisent à Madagascar depuis 2009.



Alexis De Azevedo/Cuej

Conseillers téléphoniques, modérateurs de contenu, l'entreprise Vivetic gère 64 métiers à Andraharo, quartier d'affaires de la capitale.

Il est 20h40, les journaux télévisés viennent de se terminer en France. A Antananarivo, la pendule sonne 21h40. Sadior, devant son PC, boucle son compte-rendu du journal de France 2. Sa journée n'est pas terminée. Il va passer en revue le reste de l'information internationale. Sa mission : repérer tout reportage, interview sur un des clients de

Vivetic afin de leur fournir dès le lendemain matin un résumé détaillé. La firme française est le leader de *l'outsourcing*, comprendre « délocalisation de tâches ».

Dans les locaux, situés à Andraharo, le quartier d'affaires de la capitale malgache, des dizaines de visages sont masqués par les écrans d'ordinateurs.

Dans un autre coin de l'open

space d'une centaine de mètres carrés, des employés rentrent les noms des nouveaux abonnés du journal *Le Parisien*, à quelque 8 000 kilomètres de la tour Eiffel. Le silence règne dans les allées. Seul le bruit des claviers vient le briser.

Mécanique bien huilée

Plus loin, le téléphone n'arrête pas de sonner. Casque sur >>>

>>> les oreilles, Alindranto prend l'appel. Un client de Digtick, une billetterie française en ligne, veut des détails sur sa commande. Dans un français impeccable, la jeune femme le renseigne. A peine raccroché, le téléphone retentit de nouveau. Les clients s'enchaînent et les employés répondent selon une mécanique bien huilée.

« En tout, on compte 1 900 employés dans la capitale dont 1 700 CDI et nos salaires sont bien au-dessus de la moyenne nationale », explique Karim Arouche, un des responsables de Vivetic qui espère un chiffre d'affaires de dix millions d'euros en 2017. Parmi les 64 métiers gérés par l'entreprise, on compte aussi la modération de contenu. Une équipe est chargée de surveiller les commentaires des publications Facebook et Twitter d'entreprises et de journaux français. L'actualité politique française n'a aucun secret pour ces salariés malgaches. « Ils connaissent mieux l'actualité que la plupart des Français », s'amuse le jeune responsable.

Dix fois le salaire moyen

Francky Navalona a choisi de travailler pour une autre société française, Netino. Une véritable aubaine pour cet étudiant en master 2 de communication à Antananarivo : « Je bosse chez moi. C'est extrêmement pratique. » Les 500 salariés de la firme travaillent tous à distance. Seule condition requise, une bonne connexion internet. Francky Navalona est payé pour modérer les commentaires xénophobes sur le web. Pendant la campagne présidentielle française, il filtrait les commentaires sur le site d'une grande chaîne de télévision française. Il surveille aussi les commentaires

postés sur le site de l'assureur Axa. « Avec ces deux clients, je gagne 600 euros par mois pour 48 heures de travail par semaine », précise le jeune homme de 27 ans, soit dix fois le salaire

moyen mensuel dans le pays.

Président du Groupement des opérateurs de technologie de l'information et de la communication (Goticom), Jean-Luc Rajaona estime que 200 entreprises ont été créées depuis 2009 avec l'arrivée de la fibre : « La main-d'œuvre est bien moins chère qu'au Maghreb, notre principal concurrent, explique-t-il, et les Malgaches n'ont presque pas d'accent lorsqu'ils s'expriment en français. »

HTML, C++, Java...

Jean-Luc Rajoana, quadragénaire, a par ailleurs fondé sa propre entreprise : Ingenosya. Ses locaux sont plus modestes que ceux du géant Vivetic mais l'esprit est le même. Sauf que derrière leurs ordinateurs portables, les employés enchaînent les lignes de code. HTML, C++, Java : tous les langages informatiques y passent. Certains réalisent un site web. Tous viennent d'une des six écoles d'ingénieurs de la capitale.

En plein essor, l'outsourcing permet à de nombreux jeunes de trouver du travail. Mais

ces métiers nécessitent une main-d'œuvre qualifiée. Or, les formations de qualité manquent à Antananarivo et sur le reste de l'île. « Sans amélioration, il n'y aura pas assez de personnel qualifié et les salaires augmenteront, ce qui rendra notre pays moins compétitif », avertit le président du Goticom.

Alexis De Azevedo, Anne-Laure Rabeson, Andrea Rambinintsotra et Donovan Thiebaud

200

entreprises d'outsourcing ont vu le jour sur l'île depuis 2009 grâce à la fibre, selon le groupement d'intérêt Goticom

Les Malgaches

L'investissement tous azi



Ils sont sept élèves à assister au cours de mandarin de Noro, dans le quartier de Behoririka, à Antananarivo. Cela fait quatre ans qu'elle donne des cours au rez-de-chaussée d'un immeuble délabré. Aujourd'hui, « les cours sont presque tous complets ». Noro est une ancienne élève de l'Institut Confucius de l'université d'Antananarivo, financé par Pékin. Dans la capitale, 408 étudiants sont inscrits à Confucius pour « apprendre la culture et la langue chinoise ». A l'ouverture, en 2008, ils n'étaient qu'une soixantaine. Les débouchés sont nombreux : la Chine est le premier partenaire économique de la Grande Île. En 2016, un tiers des visas d'investisseurs

Chinois passent au chinois

Les migrants du premier partenaire économique ouvrent de nouvelles perspectives.



Guilhem Dubernet/Cuej

ont été accordés à des Chinois et les échanges commerciaux entre les deux pays se sont élevés à 1,1 milliard de dollars, selon la presse malgache.

L'immigration chinoise ne date pas d'hier. Au XIX^e siècle, les Français avaient fait venir des ouvriers pour construire les chemins de fer. Depuis une quinzaine d'années, une nouvelle communauté chinoise se forme à Behoririka, dans le centre de la capitale. Aujourd'hui, ils seraient 100 000 ressortissants à vivre dans le pays. Un chiffre sans doute en dessous de la réalité : de nombreux Chinois venus tenter leur chance sont

La Chine rêve d'un « pont vers l'Afrique »

sans papiers. Dans les rues de Behoririka, des centres commerciaux en béton brut regorgent de produits bon marché, de la batterie de voiture aux marmites « made in China ». A l'Institut Confucius, on ne tarit pas d'éloge sur les migrants : la directrice, Eva Zo Razendra, prétend « que tous les nouveaux Chinois qui viennent savent parfaitement parler malgache et français ».

Barrière de la langue

Dans les boutiques, la réalité est bien différente. Les gérants locaux sont indispensables aux propriétaires qui ne maîtrisent souvent que le mandarin. Les

Sur la route d'Ivato, l'implantation des entreprises chinoises est visible avec la présence des idéogrammes.

élèves de Noro ont bien saisi ce besoin. Bary apprend la langue pour « mieux s'exprimer avec les clients » de l'entreprise de sécurité où il travaille. A ses côtés, Andry, 19 ans, veut « aider [sa] mère qui importe des produits auprès de fournisseurs chinois ».

Sur la route de l'aéroport international d'Ivato, de somptueux bâtiments accueillent les sièges locaux d'entreprises de construction. Sur les frontons, les idéogrammes laissent peu de doute sur leur origine. Avec le secteur minier, la construction est l'un des enjeux les plus importants pour les Chinois. Le besoin d'intermédiaires entre les investisseurs et la population est crucial pour la réussite des projets. En octobre 2016, à Soamahamania, dans le centre du pays, l'entreprise Jiuxing s'était retrouvée dans la tourmente. Accusés de spolier les terres pour chercher de l'or, les exploitants avaient dû plier bagage en une nuit.

En mars 2017, le président malgache, Hery Rajaonarimampianina, est allé signer à Pékin un partenariat dans le cadre du projet économique chinois « une Ceinture, une Route ». Pékin rêve de faire de Madagascar un « pont vers l'Afrique », en construisant une autoroute vers le port de Toamasina, sur la côte Est, et un port à Narinda, en face du canal du Mozambique. L'accord prévoit également des investissements dans le domaine de la vidéosurveillance, de l'agriculture, de la pêche ou même de la justice. A l'Institut Confucius, c'est l'extase pour la directrice : « Les Chinois ont tellement à nous apporter ! » Pourtant, la communication est contrôlée : chaque étudiant doit avoir une autorisation pour répondre aux journalistes et les entretiens se déroulent sous la surveillance de responsables.

Guilhem Dubernet

Ils misent sur la Grande Île

Guano, fast-food ou téléphonie... Des entrepreneurs malgaches investissent dans le potentiel du pays avec succès. Rencontres.

Erick Rajaonary, chef du groupe Guanomad, en est certain : « *C'est le secteur privé qui devra assurer la relève de Madagascar.* »

Fils d'une famille de médecins, il y apporte sa pierre : en 2006, il a créé la société Guanomad, spécialisée dans la production d'engrais biologique à base de fiente de chauve-souris. Une riche idée sur la Grande Île, où l'on dénombre 46 espèces de chauve-souris différentes dont 36 sont endémiques.

« *Un copain m'a tuyauté. Moi, je ne m'y connaissais pas du tout en guano* », raconte l'homme que la presse a baptisé Batman, l'homme chauve-souris. Le guano est une substance fertilisante composée d'excréments d'oiseaux et de chauves-souris. Moins cher à produire que les engrais chimiques, il est extrait à la main dans des grottes. Pour l'avenir, Erick Rajaonary est optimiste : « *Contrairement*

aux engrais chimiques, le guano est accepté dans l'agriculture biologique. C'est ça le futur ! »

Le groupe Guanomad compte aujourd'hui cinq sociétés et 120 salariés permanents, notamment dans les secteurs de l'hôtellerie-restauration et la promotion immobilière. Environ 400 travailleurs

récoltent le guano dans 120 grottes.

En 2013, Erick Rajaonary a été récompensé du Prix de l'entrepreneuriat africain. Vingt ans plus tôt, il était encore expert-comptable en France

où il est né et où il a fait ses études. Il s'est installé en 1998 au pays de ses ancêtres. « *C'était le bon choix*, estime-t-il. *Madagascar a un potentiel économique incroyable dont le secteur privé doit prendre en charge l'exploitation.* » Guanomad vend la moitié de ses produits sur le marché local et exporte l'autre, notamment vers les Etats-Unis,

« Il y a peu, c'étaient encore des rizières ici »



Peter Eßer/Cuej



Peter Eßer/Cuej

Erick Rajaonary, surnommé Batman, produit des engrais. Hassanein Hiridjee investit dans l'immobilier, l'énergie et la téléphonie.



Anna Manceron/Cuej

l'Afrique de l'Est et l'Europe. Erick Rajaonary veut miser davantage sur l'exportation : « *Je suis patriote, je crois en Madagascar, mais le pouvoir d'achat des Malgaches reste malheureusement très faible.* »

« *Mes entreprises doivent s'adapter aux besoins d'une population pauvre* », affirme Hassanein Hiridjee, homme d'affaires franco-malgache et deuxième homme le plus riche de la Grande Île. A la tête du groupe Axian, il emploie plus de 4 000 salariés, notamment chez Telma, premier opérateur téléphonique, et Jovenna, leader de la distribution de pétrole. Son bureau est situé au cinquième étage d'un immeuble moderne dans le parc économique Galaxy, au nord d'Antananarivo : « *Il y a quelques années, c'étaient encore des rizières ici. Nous en avons fait un poumon économique du pays* », se vante-t-il.

La menace des kidnappings

Tout comme Erick Rajaonary, Hassanein Hiridjee a fait ses études en France et y a commencé sa carrière dans les années 1990. Il est rentré à Madagascar pendant la période de libéralisation économique à la fin du XX^e siècle quand de nom-

Arson Randrianaivo a gravi les échelons avant d'être à la tête d'une des plus grandes chaînes de fast food.

breuses sociétés malgaches ont été privatisées. « *Je ne l'ai jamais regretté* », souligne Hassanein Hiridjee, sourire aux lèvres. Il réoriente les activités économiques familiales, à l'origine dans l'industrie textile, en investissant d'abord dans l'immobilier, puis dans l'énergie, la distribution de pétrole et les télécommunications. En 2016, le magazine Forbes l'a classé sixième parmi les plus grandes fortunes d'Afrique subsaharienne francophone.

Certes, l'instabilité politique locale est défavorable aux affaires. « *La rentabilité financière, c'est une chose. La possibilité d'influencer le développement du pays est le plus important* », affirme le millionnaire.

« A Madagascar, nous avons nos racines »

Hassanein Hiridjee est issu d'une famille d'origine indo-pakistanaise présente à Madagascar depuis presque 150 ans. Sa communauté, appelée Karana, est économiquement très influente. D'ailleurs, l'homme le plus fortuné du pays est Ylias Akbaraly, un cousin de Hassanein Hiridjee. Beaucoup de Karana ont pris la nationalité française au moment de la décolonisation. Ils sont la cible de fréquents kidnappings. « *C'est très inquiétant, reconnaît Hassanein Hiridjee. A Madagascar, nous avons nos racines, c'est notre pays d'adoption.* »

Glaces et pizzas

Contrairement aux PDG des groupes Guanomad et Axian, Arson Randrianaivo, également appelé Chef Mbinina, n'est pas le rejeton d'une famille aisée. À 44 ans, il est à la tête de La Gastronomie Pizza, une des plus grandes chaînes de fast food du pays. Ce fils d'instituteur est un *self made man* qui a commencé en vendant des pizzas dans une gargote à Antananarivo. Aujourd'hui, Arson Randrianaivo dirige 28 restaurants à travers l'île et emploie environ 800 personnes qu'il mène avec un style « *quasi militaire* ». Malgré sa réussite, il reconnaît que le fast food à Madagascar n'est pas une mine d'or : « *Si les gens doivent faire des économies, ils les font sur les pizzas et les glaces.* » Pour augmenter son chiffre d'affaires, le cuisinier investit dans d'autres secteurs comme la gastronomie de luxe, l'hôtellerie, l'immobilier et l'import-export.

Arson Randrianaivo craint la possible arrivée des grandes chaînes internationales comme KFC ou McDonald's. Par anticipation, il se tourne vers le marché africain où il souhaite ouvrir des restaurants d'ici trois mois. « *A Djibouti, au Nigéria, en Côte-d'Ivoire et au Cameroun, je pourrai appliquer de vraies marges* », espère-t-il. Parmi ses projets à Madagascar : la création d'une entreprise de production de jus de fruit, d'exploitation minière et une agence de voyages. « *Tout dépend de la situation politique et économique. Si elle reste stable, il me sera facile de trouver des partenaires et des investisseurs* », explique-t-il. Mais devant l'insécurité grandissante, il envisage de gérer ses affaires depuis l'étranger pour protéger sa famille, dit-il.

Peter Eßer et Anna Manceron

Des jeunes ni formés ni informés

Les structures de formation professionnelle peinent à s'adapter à la demande.

L'enseignement jaune et noir de la boîte de formation privée en informatique est bien visible dans l'une des rues commerçantes d'Antananarivo. Pourtant, son patron, un quinquagénaire qui s'est lancé dans le secteur, il y a vingt ans, préfère garder l'anonymat. Dans son bureau, un vieil ordinateur trône à côté d'une pile de dossiers. L'offre de cours est pléthorique : Excel, PAO, Word... « *Je me suis lancé quand le pays s'informatisait, les gens pouvaient acheter du matériel mais n'avaient pas le bagage technique* », raconte-t-il. Pour s'inscrire chez lui, pas besoin d'avoir de diplôme. Il suffit de payer de 50 000 à 300 000 ariary pour des cours d'un à deux mois : « *Je compte multiplier le tarif par cinq, fin mai. Une bonne formation ne doit pas être bradée.* » Ce genre d'entreprises privées, qui dispensent surtout des cours de langues et d'informatique, fleurit dans la capitale. Leur présence témoigne du manque cruel de formations professionnelles diplômantes. Pourtant, les secteurs en pleine expansion ne manquent pas, à Madagascar. Dans l'industrie, les banques, le textile ou le tourisme, les besoins des entreprises sont grands et les jeunes qualifiés manquent à l'appel.

Des machines datant de Matusalem

Remédier à ce déficit de formation est une tâche titanesque. Premier problème : la majorité des Malgaches abandonnent leurs études avant même le BEPC, le premier diplôme reconnu. Virginie Ravninarimalala, directrice de la professionnalisation des petits métiers et de la promotion de l'auto-emploi au sein du ministère de l'enseignement technique et de la formation professionnelle, fixe les priorités : « *D'abord faire baisser la déscolarisation, puis s'attaquer à la professionnalisation.* » Pour elle, il faut remédier à l'inadéquation entre formation et emploi : « *A cause du manque de moyens, les établissements n'ont que des machines qui datent de Matusalem !* » Mais aucune action n'a encore été engagée par l'Etat pour concrétiser ce discours. Autre difficulté, les centres de formation profes-



Fanny Guiné/Cuej

sionnelle (CFP) et les lycées techniques sont absents dans la moitié des districts de l'île. L'alternance n'est pas encore développée, les conseillers d'orientation n'existent pas. S'ajoute à cela le coût des formations, souvent privées et sur concours. Quant à l'enseignement supérieur, seuls 0,2 % des Malgaches en sortent diplômés. « *Quand on reçoit un CV, l'expérience compte davantage que la formation* », estime Hanitra Ratsirahonana, du groupement des entreprises de Madagascar.

L'agriculture, premier secteur d'emploi

Pour pallier le manque de qualification des habitants, de nombreuses entreprises sont obligées de faire appel à de la main-d'œuvre étrangère. Hanitra Ratsirahonana rappelle le tollé qu'avait provoqué la construction du site minier Ambatovy en 2007, près de Toamasina, sur la côte est du pays : « *On avait besoin de personnel qualifié du BTP qui connaissait les standards internationaux. Les Malgaches n'avaient pas le niveau requis, l'entreprise a donc embauché des ouvriers philippins...* »

Faute d'information et de structures de formation, les élèves se rabattent souvent sur des métiers similaires à ceux de leur entourage. Avec 65 % de la population qui vit à la campagne, Madagascar est un pays principalement rural. Près de trois quarts des jeunes qui entrent dans la vie active perpétuent l'héritage familial en s'orientant vers l'agriculture. Linah, Nambinina et Tojo sont en dernière année au CFP d'Ampasampito, dans la capitale. Les trois souhaitent devenir imprimeurs, comme leurs proches. William Ramarozatovo, leur professeur en informatique, a complété la formation depuis trois ans : « *Maintenant, on propose des cours de PAO, d'infographie, de typographie... c'est indispensable d'informatiser notre formation.* » Les résultats ne se font pas attendre. Le nombre de postulants au CFP augmente chaque année.

**Fanny Guiné, Maxime Maréchal,
Toavina Rakotoarivelo
et Zo Ramanampisoa**

Au centre de formation professionnelle d'Ampasampito, les élèves en imprimerie préparent leur examen.

Des modèles de patronnes

Dans une société encore très conservatrice, des femmes commencent à se frayer un chemin vers l'entrepreneuriat.

« Etre jeune n'est pas un désavantage »

« Mialy Créée », indique l'affiche à la porte d'un magasin de décoration à Antsakaviro. Sa propriétaire, Mialy Andriambelo est en même temps étudiante en administration d'entreprise à l'Institut national des sciences comptables et gère depuis trois ans une start-up spécialisée dans l'organisation de mariages. Elle n'a pourtant que 21 ans. « Etre femme et jeune n'est pas du tout un désavantage, expli-

que cette surdouée qui a obtenu son bac à 14 ans. *Les gens viennent me voir car ils se disent : tiens, elle est jeune, elle a de nouvelles idées. Ils me font confiance, c'est ma chance !* » Mialy Andriambelo, qui a suivi des études en décoration et architecture d'intérieur à Genève, souligne l'importance du réseautage et de l'entraide dans l'entrepreneuriat féminin à Madagascar : « Seule, on va plus vite ;

mais ensemble, on va plus loin. » Dans son cercle d'amies, elle est une exception. Les autres étudiants encore. Mialy Andriambelo regrette un manque de détermination et d'engagement de la part de ses jeunes compatriotes : « Elles ont tendance à attendre d'être servies, à chercher la facilité, alors qu'il existe des secteurs porteurs encore inexploités sur la Grande Île. »



Mialy Andriambelo gère une start-up et un magasin de décoration.



Harilala Ramanantsoa a importé le concept des soldes à Madagascar, avec l'organisation d'une grande braderie.

« Tout part d'une idée »

L'idée lui est venue un soir de 1999 devant la télévision : pourquoi ne pas organiser des soldes à Madagascar, comme ce qu'elle voyait faire aux Etats-Unis ? A 24 ans, Harilala Ramanantsoa convainc des commerçants d'organiser la première Grande Braderie au Palais des sports de Mahamasina. Depuis, l'événement a lieu plusieurs fois par an et a valu à son inventeur le trophée « Jeune Entrepreneur de la BNI/CL » en 2006. « J'ai toujours voulu être mon propre patron », confie cette fille d'entrepreneurs qui avait pourtant

échoué au bac. A la tête de Mada Vision, spécialisé dans l'organisation et la communication d'événements, elle dirige un groupe de trois entreprises et 500 employés. Concilier ambition professionnelle et vie privée a été difficile. Mariée à 19 ans, elle a dû batailler avec son époux pour avoir de l'autonomie : « Il n'acceptait pas que je travaille. A Madagascar, en tant que femme il faut se justifier quand on veut travailler. » Finalement, son mari l'a laissée faire. « Mais je connais des femmes qui ont perdu ce combat », soupire l'entrepreneuse.

« Aider la femme d'affaires à être autonome »

Le slogan du Groupement des femmes entrepreneuses de Madagascar (GFEM) est limpide : « Seule invisible, ensemble invincibles ». Créé par Fanja Razakaboana en 2016, il est composé de douze associations de femmes entrepreneuses de toute l'île. Avec 220 membres, il anime un réseau d'affaires à travers l'Afrique francophone. Les femmes entrepreneurs peuvent se rencontrer, tisser des liens et développer leurs entreprises à l'international. En 2000, juste diplômée de comp-

tabilité et de l'administration, Fanja Razakaboana crée Jado Mode, une société d'habillement. En 2003, elle lance Areplast, et enchaîne avec GraphicArts, deux entreprises spécialisées dans la vente de produits pour l'impression de tissus en sérigraphie. En chemin, elle se rend compte de l'importance d'un réseau professionnel pour des femmes qui veulent entreprendre. Dans ce pays conservateur, « certains ne voient pas d'un bon œil le fait qu'une femme dirige une entreprise au

lieu d'un homme, regrette-t-elle. Il faut aider la femme d'affaires à être autonome en ouvrant des crèches de proximité, en facilitant leur accès au financement ». Issue d'une famille d'employés, elle souhaite que les femmes puissent figurer sur des secteurs innovants : « Les femmes malgaches disposent d'atouts et du caractère nécessaires pour figurer, elles aussi, parmi les dirigeants des plus grandes entreprises. »

**Simone Ahrweiler,
Christian Rasamoelina
et Anjaniaina Ramanarivo**



Fanja Razakaboana a fondé le Groupement des femmes entrepreneuses de Madagascar.

Photos : Simone Ahrweiler/Cuej

Le zébu, un trésor national en danger

Face à des attaques de plus en plus violentes, les éleveurs réduisent la taille de leurs troupeaux. Ce qui fragilise leur situation économique.

Dès le lever du soleil, ce vendredi de mai, le terrain vague qui fait office de marché aux zébus au nord de Tsiroanomandidy, dans la région du Bongolava, s'emplit de centaines de bœufs et d'éleveurs, commerçants ou simples curieux. Entre les claquements de fouets et les beuglements, les marchands, téléphone et carnet en main, slaloment d'un animal à l'autre. À côté des enclos, en bordure du terrain poussiéreux, dans les imposants camions des grossistes, jusqu'à vingt-sept bêtes sont entassées une fois vendues, têtes et queues attachées aux armatures par des cordelettes. L'opération prend une heure. Aussitôt le dernier bovidé parqué, les moteurs vrombissent et les poids lourds partent dans un nuage ocre sur la RN1, direction les abattoirs de la capitale à plus de 200 km à l'est. Un ballet régulier d'une dizaine de poids lourds chaque jour de foire, trois fois par semaine.

Au milieu du marché, quelques éleveurs assis à même le sol discutent avec les marchands de jus de cola et vendent leurs veaux aux petits agriculteurs de la région. Les acheteurs repartent ensuite à pied avec une ou

Kalachnikov dans le dos, les gendarmes se déplacent en scooter entre les collines

deux nouvelles bêtes qui leur serviront à cultiver leurs terres. Mais le nombre de zébus vendus dans ce marché de l'ouest malgache, parmi les trois principaux de la Grande Île, est en déclin. Il est passé de 90 000 têtes par an, au début des années 1990, à environ 60 000 ces deux dernières années, selon le ministère de l'Agriculture et de l'élevage. La baisse est sévère : sur l'ensemble du pays, le cheptel, de 20 millions de bêtes en 2005, est tombé à 9 millions de zébus en 2015.

Un métier devenu risqué

« Le nombre de zébus diminue car il y a beaucoup de dahalo, explique Jean-Jacques Tojoso, éleveur de 26 ans basé à Tsiroanomandidy. Les bêtes volées sont vendues à des éleveurs d'autres provinces ou sont exportées. » Dans la culture Bara, une ethnie du sud de l'île, où se trouvent les plus importants cheptels, le dahalo est celui qui vole un zébu pour

l'offrir au père de sa future femme, ou pour régler un différend entre deux familles. Mais le phénomène s'est criminalisé sur l'ensemble de l'île et les attaques violentes, parfois par groupe de dizaines d'individus, se sont multipliées. Ces bandes organisées sont prêtes à tuer les éleveurs pour s'emparer

Dahalo

Dans la culture Bara, une ethnie du sud de l'île, le dahalo est celui qui vole un zébu pour l'offrir au père de sa future femme, ou pour régler un différend entre deux familles

de leur troupeau. Selon le secrétaire d'État à la gendarmerie, le général Plaza, cité par le quotidien malgache *Les Nouvelles*, deux mille attaques ont été recensées, de 2011 à 2016 à Madagascar.

Dans l'ouest du pays, des gendarmes sont postés dans presque tous les hameaux pour dissuader les voleurs de zébus. En tenue militaire, kalachnikov accrochée dans le dos, ils se

déplacent en scooter entre les collines sans arbres du Bongolava. « Il n'y a pas assez de gendarmes, déplore Velo Razafimahatratra, chef adjoint d'un fokontany de Bevato, une petite commune rurale à deux heures de piste à l'est de Tsiroanomandidy. Dans mon fokontany, à Ambohibary, il y a un seul gendarme, et un peu plus loin, ils sont six dans un poste avancé. Mais à cause des attaques des dahalo, les gros éleveurs sont en train de disparaître, les gens n'auront bientôt plus que trois ou quatre têtes. »

Changement de tactique

Au pied d'une antenne téléphonique Airtel, dans le fokontany de Mangarivotra, à quelques enjambées du marché de Tsiroanomandidy, David Randrianarison précise qu'il a dû changer son troupeau de place pour le rapprocher du centre-ville, où les attaques de dahalo sont plus rares. « Avant, je laissais mes zébus paître dans plusieurs prés, mais aujourd'hui c'est impossible à cause de l'insécurité. Je dois les regrouper au même endroit », explique-t-il. Une tactique efficace dans d'importantes communes rurales, comme Tsiroanomandidy. Dans les cantons isolés, les éleveurs divisent leur cheptel car les dahalo n'hésitent pas à attaquer les troupeaux au sein même du hameau.

Dans les villages de la brousse verte et rouge des Hauts plateaux, les troupeaux jouxtent les maisons de leurs propriétaires, en briques et terre cuite. Et dès le petit matin, les paysans emmè-





ment avec eux les zébus jusque dans les champs les plus reculés.

Malgré le danger, il est inimaginable pour David Randrianarison d'arrêter un jour l'élevage de zébus. Mais il porte un regard pessimiste sur l'avenir de son cheptel. « *Je suis éleveur parce que mes parents l'étaient avant moi*, raconte cet homme de 27 ans au regard calme. *Mais c'est devenu*

une activité très difficile. Si la situation continue de s'aggraver, je préférerais que mon fils fasse un métier moins risqué, mais qui reste proche des zébus, comme vétérinaire par exemple. » Si les troupeaux de centaines voire de milliers de zébus se font de plus en plus rares, le zébu reste un animal indispensable à la campagne. « *80% de la population de Tsiroanomandidy dépend de l'élevage* >>>

Départ du marché, direction les abattoirs de la capitale.

Photos : Joris Bolomey / Cuej



Benoît Collet / Cuej

>>> et de l'agriculture. Ici tout le monde vit du zébu », précise la préfète de la région du Bongolava. A Madagascar, le bovidé à bosse est dans toutes les assiettes, des brochettes des gargottes aux tables les plus réputées. Tsiroanomandidy en fournit une part importante aux abattoirs de la capitale. Mais les prix s'envolent et la viande de zébu devient de moins en moins accessible pour les Malgaches.

Une place de choix dans l'agriculture

Dans un vallon à proximité de Bevato, une dizaine de zébus broutent ce qu'il reste de verdure dans les rizières fraîchement moissonnées à la main. Une fois la journée de travail finie, attelés à de petites charrettes bleues, ils ramèneront la récolte jusqu'aux maisons des agriculteurs. « C'est grâce à eux qu'on travaille, c'est la base de notre agriculture », souligne Georges Nasondrodra Rakontonirina, chef de 67 ans du fokontany Bevato Andrenivalidra et propriétaire de 6 ha de rizières. « Les femelles produisent du lait et les mâles retournent la terre et tirent les charrues. On ne peut pas séparer l'élevage et le travail dans les champs. Et lorsque le riz me rapporte suffisamment d'argent, j'achète de nouveaux zébus », résume ce propriétaire d'une vingtaine de têtes qu'il vend aussi pour leur viande. A ses côtés, parmi les quatre hommes qui battent contre un baril les épis de riz pour en détacher les

Un jeune éleveur traverse la brousse avec trente bêtes pour les vendre à Antananarivo.

grains, son fils, Daniel, se montre plus réservé : « Je veux évidemment avoir des bœufs, mais seulement pour travailler la terre, car plus on a de bêtes, plus on risque de susciter la jalousie et de se les faire voler », explique le jeune de 24 ans. En contrebas dans les rizières, chapeau de paille usé et fine tige de roseau à la main, Rakotondrabe relate comment il a perdu les 80 têtes, volées en une seule nuit par une bande de *dahalo*. Il n'a désormais plus que deux zébus. « Je suis trop vieux et n'ai plus la force de travailler pour acheter de nouvelles bêtes », lâche, amer, l'homme de 77 ans. Ses enfants devront économiser longtemps avant de pouvoir reconstituer le cheptel familial.

« Plus on a de bêtes, plus on risque de susciter la jalousie et de se les faire voler »

Le zébu, une assurance-vie

L'achat d'un veau, de 600 000 à 2 millions d'ariary, est un investissement que beaucoup de jeunes paysans ne peuvent se permettre. « Mes parents avaient beaucoup de zébus, mais ils ont tout vendu et ne m'ont rien laissé en héritage », explique Salomon, faucille à la main, sur la route de Bevato. « Je suis obligé d'en louer pour travailler les champs. A 5 000 ariary par jour et par tête, c'est un outil qui me coûte beaucoup d'argent et que je ne peux pas rembourser en vendant de la viande », précise le jeune homme de 24 ans.

L'incapacité à acquérir de nouvelles têtes est vécue comme un déclassement social. Dans la culture



Joris Bolomey / Cuej

malgache, le zébu est synonyme de richesse et de prestige. « Pour l'agriculture, mais c'est aussi un symbole traditionnel, précise Sergio Mandinito, éleveur de 18 ans. On sacrifie des zébus lors d'événements familiaux, comme un mariage ou l'inauguration d'une maison. Et c'est aussi notre épargne, lorsqu'on

« Il faut changer cette culture qui utilise le zébu lors de sacrifices ou le considère comme une banque »

a besoin d'argent, on peut les vendre. »

Longtemps, l'élevage du zébu a été « contemplatif », selon l'ex-

pression de la presse malgache. Les zébus étant considérés comme une richesse, certains éleveurs constituaient d'importants troupeaux dont une partie seulement était destinée aux champs et à la consommation. Le cheptel, une sorte d'assurance-vie, se transmet de génération en génération. Une conception que combat Santatra Rakontondrasoa, directeur exécutif de la coopérative Mada Omby, créée en juillet dernier. Elle regroupe 600 membres, majoritairement des *Patron'aomby*, les marchands les plus importants. « Il faut formaliser et professionnaliser cette filière, lance l'étudiant en géographie économique à l'université d'Antananarivo. Notre coopérative est à but économique, c'est de l'entreprenariat, pour gagner de l'argent », martèle le jeune homme. Sensibilisation par le biais

d'émissions radio sur Bongolova FM, formation d'une vingtaine d'éleveurs par an, lancement d'une banque de micro-finance spécifique aux éleveurs : la coopérative entend faire évoluer la conception du zébu dans la société malgache. « Il faut changer cette culture qui utilise le zébu lors de sacrifices ou le considère comme une banque », insiste l'étudiant.

Les éleveurs se sont regroupés pour être plus forts face aux *dahalo*. Et face aux gendarmes corrompus qui les rackettent sur les routes. Pendant longtemps les éleveurs se sont tus. Pour un transport de bêtes de 467 km, entre Morafenobe, à l'ouest de l'île, et Talata, un marché proche de Tsiroanomandidy, un exploitant doit verser en moyenne 10 500 ariary de pots-de-vin par bête, selon un document transmis par Mada Omby. Désormais, les éleveurs se sentent plus forts et ont porté plainte contre la gendarmerie du Bongolava. Ils veulent la lumière sur « les droits de vérification » que demandent les gendarmes aux éleveurs, qui sont en réalité des *bakchichs*.

Pris en étau entre les gendarmes et les *dahalo*, l'avenir des éleveurs du Bongolava s'est assombri. Les jeunes générations sont condamnées à avoir moins de zébus que leurs aïeux. Ce qui attriste le chef adjoint du *fokontany*, Velo Razafimahatratra : « Si la sécurité ne revient pas, alors je n'ai plus d'espoir que mes enfants deviennent un jour de gros éleveurs. »

Joris Bolomey, Benoît Collet, Jessica Rabeson, Valintsoa Razafindratimo et Marco Razanakolona

A Bevato, un homme ramène la viande de l'abattoir.



Joris Bolomey / CUEJ



Benoit Collet / CUEJ



Benoit Collet / CUEJ





Joris Bolomey / Cuej



Benoit Collet / Cuej

En haut : dans les rizières de Bevato, à une dizaine de kilomètres du village, la récolte du riz est amorcée. Sept parcelles sont déjà moissonnées. Une fois l'herbe fauchée, une dizaine de zébus viennent paître.

Daniel, 24 ans, est le fils du chef du fokontany. Du haut de la colline, il bat les épis de riz pour en extraire le grain.

En bas : à Tsiroanomandidy, David Randrianarison, 27 ans, garde un œil sur le cheptel familial.

M. Rakotondrabe, 77 ans, admet ne plus avoir la force de reconstituer le troupeau de 80 bêtes qu'il a perdu dans une attaque de dahalo.

Dans la commune rurale de Bevato, les zébus sont regroupés dans des enclos qui jouxtent les maisons. L'après-midi, la rue centrale est paisible.



Joris Bolomey / Cuej



Benoit Collet / Cuej

A Morondava, l'océan ne nourrit plus ses hommes

Entre une concurrence qui s'accroît, un coût de la vie élevé et un prix du poisson en baisse, les côtiers luttent pour conserver leur mode de vie.

Le ballet des pirogues commence dès le milieu de l'après-midi et se poursuit jusqu'au soir. Les pêcheurs de la presqu'île de Nosy Kely, à Morondava, libèrent la récolte du jour, remplissant les bassines de petits poissons. « *On ne rentre que si on pense en avoir ramassé assez* », indique l'un d'eux, alors que le soleil commence à décliner.

Joseph est l'un des derniers à rentrer. Ce spécialiste de la pêche de gros calibres exhibe sa plus belle prise du jour : une raie de neuf kilos. Une femme drapée dans un tissu à fleurs en négocie le prix, âprement. Elle refuse de payer les 27 000 ariary demandés par le pêcheur et repart finalement sans la bête. « *Le problème c'est le prix*, explique l'homme de 28 ans aux mains abimées par le sel. *Si je veux rester concurrentiel, c'est difficile d'augmenter le tarif. Du coup, je gagne à peine de quoi manger.* »

Des sandales comme flotteurs

Derrière ce constat, il y a la hausse du coût de la vie mais aussi des pêches de plus en plus maigres. En cause, depuis deux ou trois ans, une augmentation du nombre de pêcheurs. D'après la direction régionale des Ressources halieutiques et de la Pêche du Menabe, le phénomène remonterait à la crise économique de 2009. Les habitants des terres ont été attirés par les richesses maritimes de Morondava et se sont reconvertis. Des pêcheurs arrivent également d'autres villes côtières de l'Ouest. Les autorités peinent à endiguer ce mouvement, en dépit de tentatives de régulation s'appuyant sur l'attribution



Près du village de Betania, les poissons se raréfient.

Photos : Juliette Buchez / Cuej



de cartes de pêche. Assis sur la plage en plein après-midi, un pêcheur originaire de Toliara, une grande ville portuaire du Sud, fabrique un nouveau filet. Des talons de sandales récupérés près de chez lui feront office de flotteurs. Son ancien filet a été brûlé lors d'une campagne visant à dissuader les pêcheurs d'utiliser des mailles trop petites qui raflent les poissons en cours de croissance. Mais l'homme à la peau grêlée refuse les politiques de la direction régionale. Il ne demandera pas de carte de pêche et le filet qu'il confectionne ne sera pas aux normes. A l'extrémité de la presqu'île, des femmes du village de Betania traversent à pied l'étendue d'eau qui les sépare de Morondava, des bassines de poissons en équilibre sur la tête. Si les allers-retours au marché semblent nombreux, les pêcheurs évoquent la difficulté croissante de subvenir à leurs besoins. Zily

est l'un d'eux. Il n'est pas allé à l'école : « *Pêcheur, c'est le seul métier que Dieu m'a donné.* » Il sort en mer deux fois par jour si les pêches ne sont pas suffisantes. « *Et la génération à venir va pêcher elle aussi, alors que les poissons commencent à se faire rares.* » L'apprentissage du métier commence dès le plus jeune âge. Lorsqu'ils n'ont pas cours, les fils de pêcheurs accompagnent leur père.

Initiés à une pêche durable

A une heure de pirogue de Morondava, entre plage et mangroves, le village de Kivalo est soutenu par l'organisation environnementale WWF depuis 2012. L'ONG y a banni les filets à petites mailles et a mis en place des réserves dans lesquelles les poissons peuvent se reproduire. Allongée sur le sable avec d'autres femmes du village, Louise attend le retour des pêcheurs. Elle est venue s'installer à Kivalo, sept ans



Le retour des pêcheurs, en début d'après-midi, au village de Kivalo.



Sur la plage, un pêcheur confectionne un nouveau filet.



Des brochettes de poissons sont séchées avant d'être fumées.

plus tôt, lorsqu'elle s'est mariée, et reconnaît une amélioration depuis la coopération avec WWF. Fille, petite-fille et épouse de pêcheur, elle souhaite pourtant un avenir différent pour ses enfants. « Les ressources diminuent et les pêcheurs se disputent les poissons d'une même zone », constate-t-elle. Peu de familles

ont les moyens de financer des études et beaucoup de jeunes reviennent au village après quelques années. Ils deviendront pêcheurs à leur tour, malgré la précarité grandissante et les risques qui pèsent sur l'avenir de la pêche.

**Juliette Buechez
et Valisoa Rakotoarisaona**

Des ressources au bord de l'extinction

La pêche intensive ne laisse plus aux crustacés et aux poissons le temps de se reproduire.

En 2000, 9 000 tonnes de crevettes sauvages étaient sorties de l'océan. En 2008, il n'y en avait plus que 3 000 tonnes. Une chute brutale attribuée à la surpêche, qui touche aussi le volume des poissons. Cette raréfaction est surtout visible à l'est de l'île. « Les pêcheurs de crevettes sont partis à l'ouest, explique Eulalie Ranaivoson, du Groupement des aquaculteurs et pêcheurs de crevettes à Madagascar. Ceux qui sont restés dans la région de Toamasina ont dû diversifier leurs activités pour pêcher des poissons de fond. »

Les navires usines européens et asiatiques se partagent la haute mer. La quasi-absence de garde-côtes malgaches leur permet d'empiéter sur le périmètre de 350 km réservé, selon le droit international, à l'Etat côtier.

Le récif corallien abîmé

Selon les techniques utilisées et en l'absence de tout contrôle, cette pêche intensive ne différencie ni les espèces ni les tailles des prises. Les fonds marins souffrent du passage des chaluts. Certains bateaux sont même accusés d'utiliser des pompes au lieu de filets.

Mais les pêcheurs traditionnels malgaches, qui représenteraient 70 à 80 % de la production nationale, participent également à la dégradation de la situation. D'après William Rakotoarivivo, professeur à l'Institut halieutique et des sciences

marines de Toliara, les petits professionnels utilisent du matériel interdit : « On a constaté une diminution du nombre, de la taille et du poids des poissons. Certaines espèces sont cinq fois moins grosses qu'auparavant. » Un pêcheur artisanal de Toamasina raconte même en avoir vu certains utiliser des moustiquaires.

Selon l'expert, autour de cette ville côtière, « la destruction du récif corallien associée aux actions anthropiques (extension du port, pollution marine) et aux événements climatiques comme les cyclones » entrave la reproduction des petits poissons. Au large comme sur la côte, la pêche prédatrice condamne les ressources maritimes du pays, au détriment des quelque 500 000 personnes qui en vivent.

80 %

de la production nationale est fournie par des pêcheurs traditionnels

**Fanny Guiné
et Zo Ramanampisoa**

L'école primaire se mord la langue

Enseignement de mauvaise qualité, classes surchargées, l'école primaire publique ne résout pas le déficit d'alphabétisation du pays.

D'une voix assurée, la directrice de l'école, Emilie Razanatsahala Razafinandrasana, énonce l'opération inscrite sur le tableau noir, « *répétez après moi : trois divisé par quatre* », avant de tourner la tête vers sa trentaine d'élèves. Tous restent muets... Comme dans toutes les écoles publiques de Madagascar, les matières sont enseignées en français, la deuxième langue officielle. Sur une colline qui surplombe la RN 2 à 30 km d'Antananarivo, la petite école primaire du *fokontany* Nandihizankely, sur la commune d'Ambanitsena, accueille comme elle peut les élèves. La plupart sont enfants d'agriculteurs.

L'enseignante connaît par cœur les problèmes que rencontrent ceux qui se succèdent devant elle depuis 35 ans. « *Les classes de onzième et dixième (CP et CE1) n'apprennent le français que lors du cours de français, toutes les autres matières sont en malgache. On introduit le français à partir de la neuvième (CE2) et là on voit les grandes difficultés des élèves. Imaginez, apprendre à compter dans une langue étrangère à neuf ans, c'est très compliqué !* » L'institutrice est obligée de jongler entre les deux langues. Les énoncés des exercices en français, les explications en malgache. Elle dénonce aussi les changements de méthode qui perturbent élèves et enseignants. « *Entre 2009 et 2014, tous les exercices étaient sous forme de réponses à cocher et à souligner. Du coup, le niveau a vraiment baissé, les élèves n'apprenaient*

plus du tout le français. »

L'échec de la malgachisation

Depuis quarante ans, le problème de la langue à l'école fait polémique sur la Grande Île. Jusqu'en 1972, le français était la langue d'apprentissage. Arrivé au pouvoir, Didier Ratsiraka décrète la « *malgachisation* ». Mais la mesure est mal préparée : les manuels scolaires en malgache n'existent pas, les enseignants ne sont pas formés. Au fil du temps, les acquis des élèves se dégradent, les compétences en français des futurs

maîtres aussi. Pour autant, les élèves ne progressent pas non plus en malgache. Au début des années 1990, le français est réintroduit comme langue d'enseignement à

partir de la neuvième.

En plus de ces problèmes de compréhension, les difficultés économiques des familles et le fort taux de redoublement (environ 21 % des élèves en 2013) favorisent les abandons. Conséquence de ces errances, le niveau scolaire des élèves reste faible. Plus de trois enfants sur dix n'atteignent pas la fin du primaire à Madagascar. Selon les chiffres de l'Ensomd (Enquête nationale sur le suivi des indicateurs des Objectifs du millénaire pour le développement), 1,9 million de jeunes âgés de 5 à 18 ans ne sont

28,4 %

des Malgaches de plus de 15 ans sont analphabètes, c'est-à-dire qu'ils ne savent ni lire ni écrire ni effectuer un petit calcul

Un quart des jeunes en âge d'aller à l'école n'en ont jamais franchi le portail

jamais allés à l'école, soit un sur quatre, en 2012.

En 2002, pour lutter contre la déscolarisation des enfants, le gouvernement de l'ancien président Marc Ravalomanana lance le *Madagascar Action Plan*. Les frais de scolarité des écoles publiques sont supprimés.



Maxime Maréchal / Criej



Emilie Razanatsahala Razafinandrasana fait cours dans sa classe de neuvième, la moins chargée de l'école avec une trentaine d'élèves.

En même temps, la croissance démographique contribue à l'augmentation des effectifs. Au finale, entre 2000 et 2008, le nombre d'élèves de primaire du pays a doublé pour atteindre 4,6 millions d'enfants.

En dix ans, l'école de Nandihi-zankely est passée de 97 à 134 élèves. Le nombre d'enseignants, lui, n'a pas changé. Elles ne sont toujours que trois institutrices à

donner des cours. Dans la classe commune de huitième et septième (CM1 et CM2), la lumière du jour entre timidement par la seule porte ouverte. Les 56 élèves, qui ont parfois marché trois kilomètres pour venir, se tassent sur les bancs en bois usés et griffonnent le cours tracé au tableau qui contient quelques fautes d'orthographe.

Impossible d'ouvrir un autre

poste d'instituteur à cause du ratio fixé par le gouvernement. Selon la directrice, l'Etat impose « un enseignant pour 50 élèves », quel que soit le nombre d'écopiers par classe. Mais dans cet établissement, les élèves sont inégalement répartis par niveau.

Des enseignants sans le bac

Aux classes multiniveaux et déjà surchargées s'ajoute le >>>

>>> problème du manque de formation des enseignants. Sur l'île, près des trois-quarts des instituteurs de primaire n'ont pas les qualifications requises. Pour faire face à l'augmentation des effectifs des années 2000, des associations de parents d'élèves ont embauché elles-mêmes des enseignants, qui n'ont parfois aucune expérience du monde éducatif : les maîtres Fram.

Adossée à son bureau, Zo Elina Raharimiadana, en blouse blanche ornée du blason du ministère de l'Éducation nationale, observe sa cinquantaine d'élèves en train de réviser. Elle est enseignante Fram depuis dix ans dans cette école primaire publique. Contrairement à la majorité de ses collègues qui ne possèdent que l'équivalent du brevet, la trentenaire a poursuivi ses études jusqu'au bac. « J'ai été recrutée par l'association de parents d'élèves du fokontany qui recherchait un instituteur après le départ à la retraite du précédent, détaille la jeune femme entre deux rappels à l'ordre pour faire le silence. J'étais élève ici et déjà à l'époque je n'aimais pas le français, j'ai toujours été attirée par les matières scientifiques. C'est très dur pour moi d'enseigner en français », explique-t-elle en malgache. Des tests réalisés en 2006 par le ministère de l'Éducation nationale ont montré que seulement 1 % des maîtres Fram sont capables d'enseigner le français.

Fram

Recrutés depuis 2004 par des associations de parents d'élèves, les enseignants Fram doivent pallier les carences de l'éducation dans l'école publique. En 2014, ces professeurs du primaire ont coûté 52 329 679 ariary à l'État. Ce qui représente 1 656 ariary par élève. Plus que le coût du transport pour l'école, les livres et le linge pour le sport réunis. En moyenne, un Fram est subventionné à hauteur de 140 000 ariary contre 365 000 pour un fonctionnaire d'État.

12,8 millions

d'élèves et d'étudiants, entre 3 et 24 ans, sont scolarisés, soit plus de la moitié de la population du pays. La pression démographique aidant, le nombre d'élèves pourrait atteindre plus de 15 millions d'ici 2025

Depuis 2014, des formations se multiplient pour ces enseignants non fonctionnaires. A chaque fin de trimestre, Zo Elina doit suivre trois jours de cours avec des professeurs, puis un mois pendant les grandes vacances. Mais ces sessions de rattrapage névoquent que la pédagogie et la répartition des matières. « Je regrette que ces formations ne servent pas davantage à nous apprendre le français, soupire-t-elle. Je dois préparer mes cours toute seule, c'est compliqué quand on ne maîtrise pas la langue... » La directrice de l'école pointe aussi le maigre salaire des maîtres Fram, qui n'ont « aucune garantie sur la sécurité de leur emploi ». Cette situation précaire explique, selon elle, « leur faible motivation ». Zo Elina est payée par les parents d'élèves 30 000 ariary par mois, soit 600 ariary par foyer alors que l'école est censée être gratuite. Les maîtres Fram touchent aussi des « subventions » de l'État, à hauteur de 110 000 ariary par mois. Seulement, cet argent arrive très souvent en retard. « On vient de recevoir les subventions de février. C'est difficile de vivre avec ce décalage de paiement, souligne Zo Elina. Et surtout, ma situation n'est pas gratifiante, j'ai la pression parce que je dois une obligation de résultat aux parents qui me payent. » La jeune femme espère « un jour être fonctionnaire de l'État ».

Une « révolution » éducative

Depuis l'investiture du président Hery Rajaonarimampianina en 2014, le ministère de l'Éducation nationale tente d'insuffler une nouvelle dynamique. Le directeur de la Planification de l'éducation, Joël Sabas Andrianalizandry, reconnaît que « l'accès à l'école a été développé

au détriment de la qualité. » A partir de l'année prochaine, le gouvernement prévoit la mise en place d'un nouveau plan pour l'éducation qui se veut « révolutionnaire » : « Nous souhaitons réformer les cycles en fusionnant le primaire et le collège pour créer un ensemble de neuf ans. Pour nous aider, nous supprimerons aussi le CMPE, le certificat d'études obligatoire avant d'entrer au collège. Et nous ferons des efforts pour que le précolaire, cette préparation pendant un an avant le primaire, devienne prioritaire. » Quant aux maîtres Fram, le gouvernement prévoit de les former « dès le recrutement. En 2016, nous avons embauché 1000 élèves maîtres tout juste bacheliers ».

Éviter le travail aux rizières

A l'école Nandihizankely, la maîtresse siffle la fin de la récréation. Les enfants se positionnent en file indienne avec une rigueur militaire. Dans la classe de septième, les futurs collégiens préparent encore leur examen de passage, prévu en juin. Andry rêve de devenir chauffeur de voiture. Ce sera pilote d'avion pour Fitahina, docteur ou professeur

« Je dois préparer mes cours toute seule, c'est compliqué quand on ne maîtrise pas la langue... »

pour Jessica et Finoana. Tous ces écoliers ont un point commun : ils ne veulent pas travailler dans les rizières que l'on aperçoit depuis la cour de l'école et ont l'envie de faire de longues études, « à la ville parce qu'il y a du travail et de l'argent là-bas ». Richard, le père de Roméo et Lovatsoa, « donne peu de corvées après l'école » pour qu'ils puissent faire leurs devoirs et progresser. Pour lui, l'objectif est d'envoyer ses deux garçons « dans les grandes écoles ou à l'université. Je vois les enfants des autres réussir là-bas ». Il espère pour eux un avenir à hauteur de ses espérances.

**Fanny Guiné,
Maxime Maréchal,
Toavina Rakotoarivelo
et Zo Ramanampisoa**

Source : Rapport d'État du système éducatif malgache, 2016



Maxime Marechal / Cuej

Les enfants sont perdus par le bilinguisme des énoncés en français et des explications en malgache. 21 % d'entre eux ont redoublé en 2013.



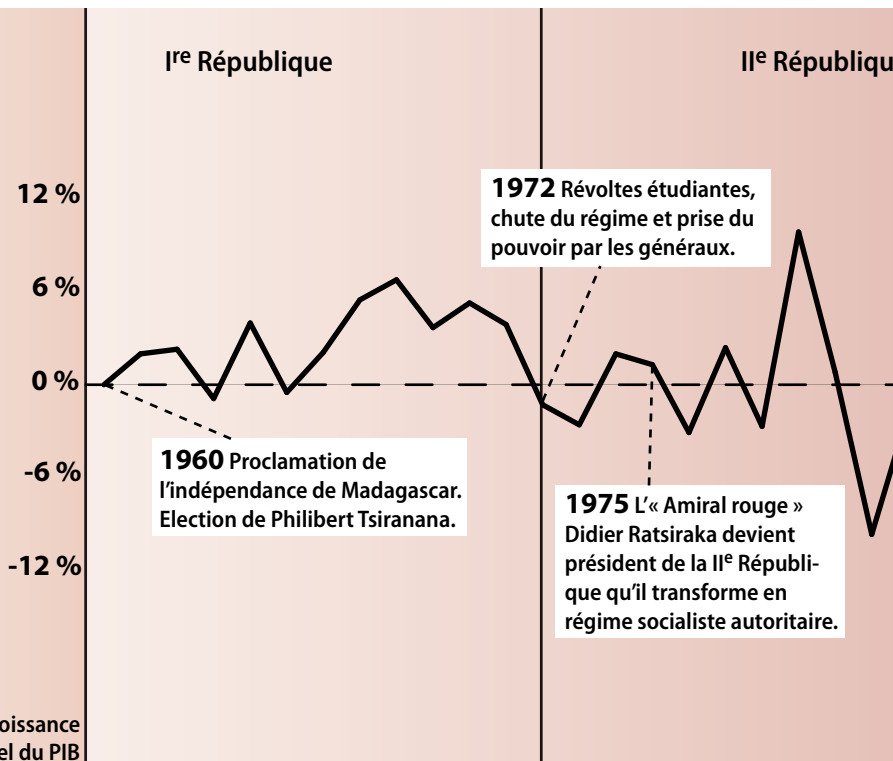
Maxime Marechal / Cuej

Toilettes en réfection, toit rafistolé, cantine fermée : les conditions de travail des 134 élèves de l'école Nandihankely sont précaires.

Présidentielle : la route cha

Près de soixante ans après son indépendance, la Grande Île n'a t

Depuis plus d'un siècle, les crises rythment la vie politique du pays. En 1947, après cinquante ans de colonisation française, les Malgaches déclenchent une insurrection indépendantiste. Féroce, la répression par l'armée française fait des milliers de morts. Il faudra onze ans pour que la Première République malgache soit instaurée, et encore deux pour que l'indépendance soit officiellement proclamée. Le pays sera par la suite marqué par une succession de révoltes, de destitutions et de crises politiques. Des tensions souvent précédées de difficultés économiques. Le lien entre les crises est particulièrement visible lorsqu'on superpose l'histoire électorale malgache et la courbe de croissance annuelle du PIB depuis 1960 jusqu'en 2015.



Peter Eßer, Léa Picard / Cuej

Taux de croissance annuel du PIB

En 2018 se tiendra la prochaine élection présidentielle malgache, près de dix ans après la crise politique qui a bouleversé le pays en 2009. Les candidats à la succession du président Hery Rajaonarimampianina ne sont pas encore déclarés, mais les proches des anciens présidents Andry Rajoelina (2009-2013) et Didier Ratsiraka (1975-1993 et 1997-2002) multiplient les rassemblements. Le calendrier électorale est incertain : il n'a pas encore été adopté, faisant craindre que l'élection ne soit repoussée. Et même si le scrutin a lieu, difficile de ga-

rantir qu'il se tiendra dans le respect de la démocratie. Car si les règles de vote sont inspirées du code électoral français, elles sont loin d'être appliquées. 2013 avait vu des bourrages d'urnes, des problèmes d'inscription sur les listes électorales ou des méthodes de campagne illégales. Le tout avec un taux d'abstention de 50 %. La Commission électorale nationale indépendante (Ceni) devrait jouer un rôle plus important dans l'organisation de l'élection pour intégrer davantage les citoyens dans le rendez-vous démocratique.

Peter Eßer
et Léa Picard

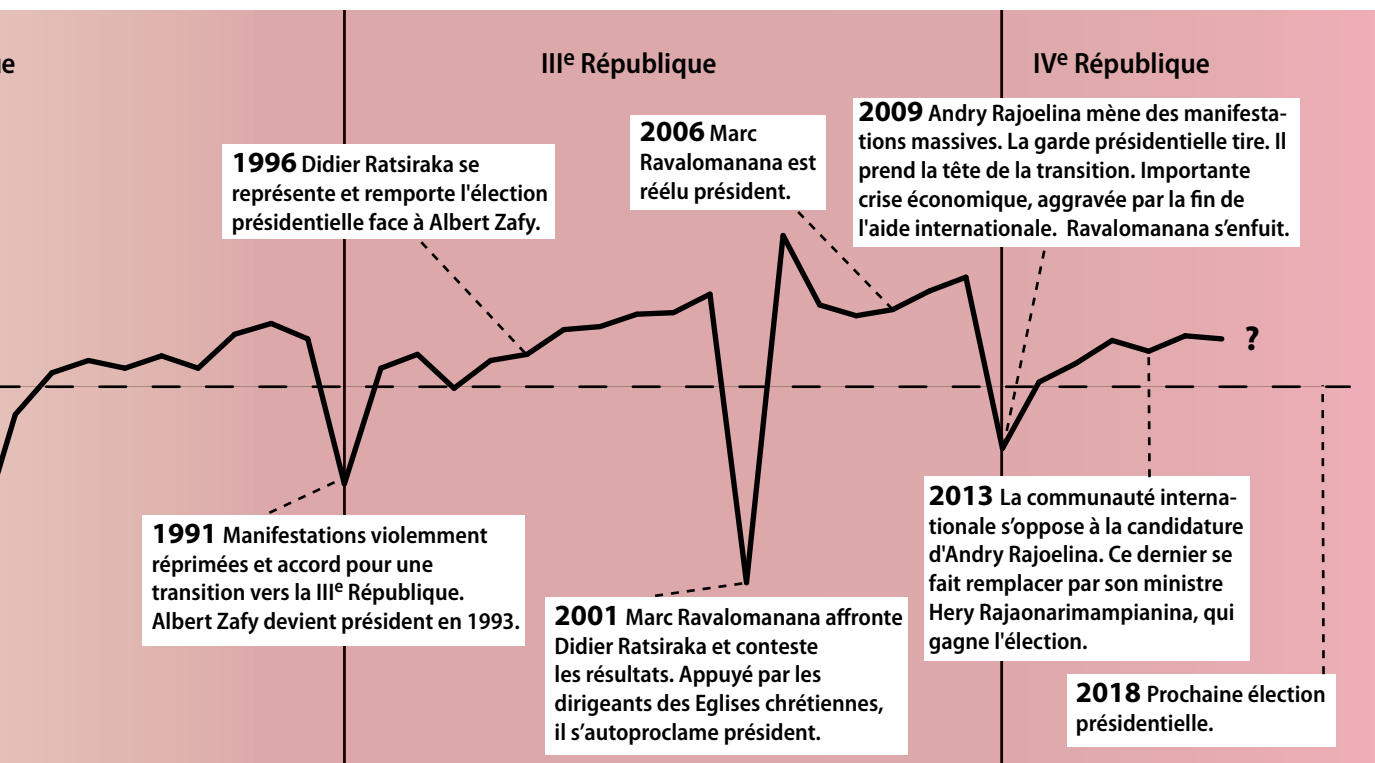
Des morts qui votent

Surprise lors des précédentes élections, des observateurs internationaux ont constaté que des morts avaient voté. Lorsqu'une personne inscrite sur la liste électorale décède, dans la plupart des cas son nom n'est pas retiré avant le prochain recensement. « Nous ne disposons pas de moyens de contrôle efficaces pour nous assurer que tous les inscrits sont vivants », reconnaît Yves Herinira Rakotomanana, président de la Ceni. Certaines familles ne déclarent même pas les personnes décédées aux agents recenseurs

qui viennent chez eux. Ainsi, ils peuvent voter à leur place. En plus, au moment du scrutin, le personnel qualifié manque pour effectuer les contrôles d'identité dans les bureaux de vote. Pour les élections de 2018, des agents sont censés être présents dans tous les *fokontany*. Cette mesure était aussi prévue pour les élections municipales en 2015 qui ont tout de même été marquées par des irrégularités. Le président de la commission tient à rassurer : « On veut vraiment éviter que les morts ne votent. »

Chronologie de la démocratie

Jamais toujours pas trouvé les solutions à son instabilité politique.



Des fantômes administratifs

La procédure d'inscription sur la liste électorale est en théorie simple : tous les dix ans, des représentants locaux effectuent un recensement directement dans les foyers. Tous les ans, la liste est affichée et les habitants doivent vérifier qu'ils y figurent. Problème, une carte d'identité est exigée pour s'inscrire. Or, dans un pays qui compte un tiers d'analphabètes et où beaucoup de femmes pauvres accouchent chez elles, certains enfants ne sont jamais enregistrés. A Antananarivo, dans

le bidonville La Réunion Kely, 90 % des 1 000 habitants n'ont ni carte d'identité ni acte de naissance. Pour y remédier, la Ceni a organisé en 2016 une série d'ateliers dans tout le pays, à destination des femmes et des jeunes, pour expliquer le processus d'inscription. Des campagnes de publicité et d'affichage seront bientôt lancées. « Nous allons essayer de cibler les populations qui sont hors du système administratif et de leur délivrer leur carte d'identité », explique Yves Herinira Rakotomanana.

Des blocages géographiques

Les routes en piteux état dans une grande partie du pays compliquent le déroulement des élections. « Si tu as 12 km de piste et deux heures pour arriver au fokontany, tu ne vas pas aller vérifier que ton nom a bien été mis sur la liste », remarque Sylvain Urfer, fondateur de l'Observatoire de la vie publique (SeFaFi). Même pour les inscrits, la carte d'électeur n'arrive pas toujours à temps. En 2015, à Antsiranana, pour les élections municipales, des centaines de cartes n'ont pas été re-

çues. La Ceni renvoie la faute à un bug informatique. Les *fokontany* sont parfois si difficiles d'accès que l'acheminement du matériel électoral est compliqué. Selon Yves Herinira Rakotomanana, le problème devrait être résolu en 2018 : les copies des procès-verbaux du dépouillement arriveront au plus tard deux jours après l'élection au centre de la commission à Antananarivo. Sylvain Urfer en doute : « Les procès-verbaux de certains fokontany mettent jusqu'à trois semaines pour arriver. »

Politique, la génération silencieuse

L'absence de renouvellement décourage les jeunes Malgaches, marginalisés par l'organisation sociale traditionnelle.

Wake Up Madagascar (WUM), « Réveille-toi, Madagascar », le nom du mouvement lancé le 3 mai 2013 sonne comme un appel d'urgence pour secouer une société endormie. A l'époque, Andry Rajoelina, président de transition après le départ de Marc Ravalomanana à l'étranger en 2009, annonce sa candidature à l'élection présidentielle. « *Qu'un putschiste puisse se présenter aux élections sans que personne ne dise rien était pour moi inconcevable* », s'indigne Ketakandriana Rafitson, 35 ans, juriste et doctorante en science politique à Antananarivo. Le soir même, elle crée une page Facebook avec des amis et lance son mouvement civique. « *Je voulais élever la voix, non seulement pour moi, mais pour tous les Malgaches, toute la masse silencieuse* », raconte-t-elle. C'est justement ce silence qui lui pose problème : « *A Madagascar, on ne parle pas de ce qui va mal. On peut râler en famille, mais manifester en public est mal vu.* » Sur les réseaux sociaux, les gens s'expriment plus facilement, mais Ketakandriana Rafitson s'est vite rendue compte des limites de WUM. Parmi ses 35 000 abonnés sur Facebook, rares sont ceux qui participent aux actions publiques. « *Pour la dernière manifestation anticorruption, nous avons eu 500 "j'aime" sur Facebook mais on n'était qu'une douzaine de personnes sur le terrain* », déplore-t-elle.

Le renouvellement, c'est pas pour maintenant
A Madagascar, la faiblesse de la société civile se nourrit de la culture du respect des aînés et des sages. Dans leur famille, les jeunes ne sont pas habitués à contredire parents et grands-parents. En politique, les dirigeants jouent sur cette fibre et n'hésitent pas à se présenter comme une autorité paternelle. Pour Ketakandriana Rafitson, la relève politique passe par l'éducation. Avant la création de WUM, la jeune femme avait déjà cofondé l'association Liberty 32 qui sensibilise les élèves d'écoles primaires sur les droits et devoirs citoyens. L'association anime une émission de radio hebdomadaire sur la Constitution : « *Il faudrait un enseignement civique et politique obligatoire dans toutes les écoles* », juge-t-elle.

Les conflits intergénérationnels sont aussi un frein à la relève à l'intérieur des partis politiques traditionnels. Engagée depuis l'âge de douze ans dans le parti TiM de l'ancien président Marc Ravalomanana, l'assistante parlementaire Bao Razafimahefa, 27 ans, dénonce à la fois la corruption quotidienne au Parlement et le mépris envers les jeunes : « *Les seniors n'acceptent pas que les jeunes prennent des positions de pouvoir*, témoigne celle qui est aussi doctorante en économie. *Quand des Jeunes TiM veulent se présenter aux législatives, ils sont automatiquement rayés des listes sous prétexte d'un manque d'expérience.* »

Mettre fin au « Fihavanana »

Journaliste et conseiller juridique, Toavina Ralambomahay a fondé son propre parti politique en 2013. « *Le vrai problème c'est le désintérêt envers la politique de la plupart des jeunes. Ils disent qu'elle est dégueulasse et refusent d'en faire.* » Pour ce trentenaire, les problèmes du pays ne sont pas économiques mais sociaux : « *La société malgache est très hiérarchisée, voire raciste.* » Les Karana, une minorité d'origine indo-pakistanaise installée dans le pays depuis plusieurs générations, et les soi-disant « *descendants d'esclaves* » sont les cibles d'une forte discrimination.

Pour Toavina Ralambomahay, il faudrait mettre fin au Fihavanana, un des piliers de la culture malgache qui place au-dessus de tout la solidarité entre

« Il faut que l'on définisse tous ensemble les valeurs démocratiques de notre République, aujourd'hui inexistantes »

les membres d'une même famille, ethnie ou caste sociale. Il voit dans cette notion ancestrale une porte ouverte au clientélisme, au népotisme, à l'impunité en politique et un obstacle à la cohésion sociale.

Un mouvement comme

WUM serait même contre-productif, estime Toavina Ralambomahay : « *En disant que la politique est "dégueulasse", on risque de décourager les jeunes d'en faire, alors qu'il faut proposer des alternatives.* » Dans un pays où les médias sont contrôlés par des politiques et des hommes d'affaires, WUM est une des seules voix qui dénoncent la corruption ou le trafic de richesses naturelles. « *Je veux inciter les Malgaches à réfléchir sur un avenir commun. Il faut que l'on définisse tous ensemble les valeurs démocratiques de notre République, aujourd'hui inexistantes* », explique la fondatrice de WUM. Alors que la plupart des associations et ONG malgaches dépendent de bailleurs de fonds étrangers, Wake Up Madagascar se revendique financièrement indépendant. Les lacunes dans l'éducation et la grande pauvreté, qui empêche de voir plus loin que le prochain repas, sont des freins à l'engagement politique. Mais Toavina Ralambomahay y voit une raison de plus pour se politiser. « *En Afrique du Sud, les gens avaient faim quand ils se sont rebellés contre l'Apartheid. C'est pareil partout dans le monde : ce n'est pas quand tout va bien que les gens se mettent à faire de la politique.* »

**Anna Manceron
et Toavina Rakotoarivelo**



Joris Bolomey / CUEJ

A Bevato, la salle destinée à accueillir les réunions de la structure locale de concertation.

Un réservoir d'idées dans les campagnes

Des structures locales de concertation sont mises en place pour associer les habitants aux décisions.

L'ancien maire de Bevato a fait construire des puits dans le village alors que les habitants préféreraient aller à la source : les puits ont fini en bac à ordures. Dans un *fokontany* au nord de Bevato, la commune avait fait construire en 2009, sans écouter l'avis des paysans, un château d'eau alimentée par une source qui se tarie : il ne marche pas plusieurs mois par an. Six ans plus tard, l'ONG anglaise Wateraid, après avoir consulté la population, en a construit un autre qui fonctionne, juste en face du premier. « On a sensibilisé les ONG pour qu'elles encouragent les maires à créer une structure locale de concertation avant d'appuyer un projet où de leur apporter un financement », explique Anjara Manantsara, coordinatrice générale à l'Office national de concertation sur la décentralisation (ONCD) qui pilote la mise en place des structures de

concertation. Depuis le mois de mars, la commune de Bevato s'essaie à une nouvelle forme de démocratie participative. Le maire y a créé une SLC. Elle se donne pour mission « de favoriser la liberté d'expression, la participation, l'engagement et la responsabilisation des citoyens », comme le définit le décret ministériel qui a institué en juin 2015 ce dispositif consultatif.

Des leaders aux éleveurs

Des leaders traditionnels aux associations de personnes vulnérables, en passant par les éleveurs de zébus, chaque groupe désigne un représentant pour se faire entendre dans cette nouvelle agora. Il faut « que tous les acteurs de la société réussissent à discuter ensemble pour définir un intérêt commun », ajoute Anjara Manantsara.

« On attend avec impatience la première réunion »



La commune rurale de Bevato compte 39 représentants pour 22 629 habitants répartis dans 11 *fokontany*, selon les chiffres donnés par la mairie. « Avant, les représentants des *fokontany* venaient se plaindre ou proposer des idées individuellement, maintenant on a un espace collectif de discussion, plus large que le conseil municipal », se félicite le premier adjoint au maire, M. Rakotondramavo, un petit homme au sourire gêné. Il s'excuse du manque de chaises dans la petite salle de réunion de la mairie au toit en tôle, avant d'enfiler chemise et cravate pour célébrer des mariages de l'autre côté de la rue. Pour Lala Olive Ramiandriharisoa, représentante des femmes, la SLC est un lieu où elles pourront enfin se faire entendre : « Dans les débats on n'est pas toujours écoutées, alors on attend avec impatience la première réunion, prévue au mois de juin. »

Récoltes détruites

Car depuis sa création en mars dernier, la structure ne s'est toujours pas réunie. La faute aux intempéries qui, après avoir détruit les récoltes, ont donné d'autres priorités aux habitants du village. Ils n'ont participé qu'à un atelier, en avril, où des membres de l'ONCD sont venus expliquer le fonctionnement et les missions d'une SLC. Et forcément, les premiers pas sont hasardeux. Dans les ruelles du village, autour de la salle de réunion communale, peu d'habitants sont au courant de cette structure qui pourtant leur est destinée. La Banque mondiale avec l'appui de l'ONCD est en train d'élaborer un guide pour accompagner le développement des structures locales. « On est encore dans une phase de lancement et de sensibilisation, précise Anjara Manantsara. L'important est que chacun s'approprie cet espace de débat et puisse demander des comptes aux autorités. »

Joris Bolomey, Benoît Collet, Jessica Rabeson et Marco Razanakolona

La guerre contre la corruption au

Treize ans après sa création, le Bureau indépendant anticorruption s'attaque a



Le Bureau indépendant anticorruption (Bianco) de Madagascar sera-t-il à la hauteur des espoirs ? L'organe, mis en place par le gouvernement en 2004, longtemps resté inactif, affronte aujourd'hui son premier scandale d'Etat. Claudine Razaimamonjy, millionnaire et conseillère spéciale du Président, a été arrêtée début avril suite à une enquête sur des attributions douteuses de marchés publics. C'est bien la première fois qu'un membre de la classe politique malgache est inquiété, et qu'un magistrat a accepté de signer son mandat de dépôt. Si Claudine Razaimamonjy se soustrait pour le moment à la justice en se faisant porter pâle, l'affaire n'est pas prête de se régler. « Il y aura un avant et un après Claudine », estime Brice Lejamble, directeur du Comité de sauvegarde de l'intégrité (CSI), l'organe

Un quart des actes de corruption dénoncés par le Bianco concernent la police.

qui pilote la chaîne anticorruption depuis 2003.

« C'est un test grandeur nature. Nous voulions savoir si nous étions capables de résister aux pressions, et le test a été concluant. Nous savons maintenant qui est avec nous et qui est contre nous, poursuit-il. Il y a un engouement très fort de la part des médias et de l'opinion publique, c'est la première fois que je vois ça. »

Depuis des années, la corruption a infiltré tous les étages de la société malgache. Face à la faiblesse des institutions et à une situation économique catastrophique, une logique de survie s'est développée.

« Mieux vaut mourir demain qu'aujourd'hui », résume avec amusement Navibinintsoa Rakotovoa, un commissaire à la retraite. Tout s'achète à Madagascar. Les diplômes, les postes, les verdicts.

Dans la police, la corruption démarre au stade du recrutement et se poursuit ensuite sur le terrain. Qu'ils soient en infraction ou non, les taxis se voient régulièrement arrêtés par les forces de l'ordre : entre 5 000 et 20 000 ariary sont systématiquement ponctionnés.

« De l'argent facile, explique un jeune policier de 26 ans souhaitant rester anonyme. On arrête aussi les gens qui n'ont pas leurs papiers sur

eux et on leur fait du chantage : soit ils payent, soit ils vont en garde-à-vue pour 48 heures. Du coup, tout le monde paye. » Il décrit une corruption plus importante encore chez ses supérieurs.

« Il y en aura toujours qui voudront payer pour aller plus vite »

Petits salaires et pots-de-vin
Dans les services publics, le faible salaire des fonctionnaires entretient la routine des pots-de-vin. La situation est dramatique dans les

Il y aura bien lieu

aux hautes sphères de l'Etat malgré un manque de moyens criant.

hôpitaux, où les patients sont pris en charge en fonction de l'argent qu'ils donnent et non en fonction de la gravité de leur maladie. Dans un tel univers, rares sont ceux qui résistent à la corruption : « Ici, on se fait plus d'ennemis que d'amis lorsqu'on dit non à un bakchich, soutient Jean-Louis Andriamifidy, magistrat à la tête du Bianco depuis trois ans. On est vite marginalisé. »

Le travail du Bianco pour mettre fin à la petite corruption quotidienne commence tout juste à porter ses fruits. Une stratégie nationale pour la transparence, élaborée en 2015, a mis l'accent sur l'information du public. Dans les bureaux administratifs, des affiches sont placardées pour indiquer clairement le prix à payer pour chaque service, mais aussi le prix à payer si l'on veut accélérer ses démarches. « Il y en aura toujours qui voudront payer pour aller plus vite. On ne peut pas éradiquer cette pratique pour le moment, nous avons donc décidé de l'encadrer, précise le numéro un du Bianco. Cela nous permet aussi de récu-

pérer cette somme pour payer les fonctionnaires de l'établissement. »

Du côté des grosses affaires, d'autres dossiers attendraient encore dans les cartons du Bianco, prêts à être transférés à la police, et ce, malgré les tentatives d'intimidation. Dans un autre organisme qui lutte contre le blanchiment d'argent, les choses semblent bouger aussi. Une affaire a été jugée en 2016, la première en huit ans.

Après plus de dix ans d'inefficacité, la lutte anticorruption serait-elle enfin en marche à Madagascar ? Jean-Louis Andriamifidy en est persuadé :

« Soit les gens payent, soit ils vont en garde à vue »

« Les policiers n'ont pas peur de nous, mais ça va bientôt changer. » Un Pôle anticorruption sera mis en place en juillet 2017 pour former des magistrats triés sur le volet, dont la tâche unique sera de juger des affaires de corruption. L'enjeu est important : la justice est identifiée comme le principal maillon faible

160

agents travaillent pour l'organisme anticorruption Bianco sur tout le territoire malgache

de la chaîne. Pour le moment, sur les centaines d'affaires transférées aux magistrats tous les ans, seul un maigre pourcentage est réellement étudié.

Pourtant, malgré les efforts déployés par l'agence, rares sont les policiers qui prennent le Bianco au sérieux. « Le Bureau n'enquête pas sur nos rackets, ils ont bien trop besoin de nous pour arrêter les gens », assure le jeune policier. Une situation à mettre sur le compte d'un manque criant de moyens, selon Jean-Louis Andriamifidy : « Avec 160 agents pour tout le territoire, on ne peut pas lutter efficacement. Le budget que nous laisse l'Etat est très serré, il ne nous donne que peu de ressources, et souvent sous la contrainte. »

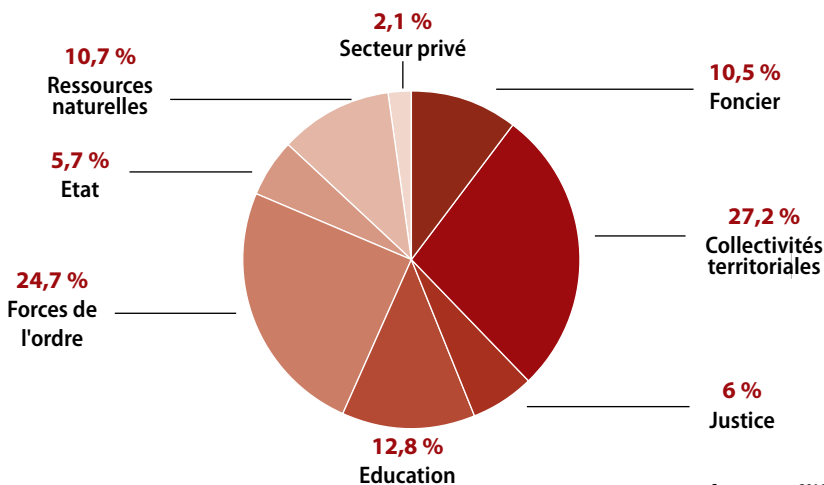
Des mallettes au Parlement

La volonté politique ne suit pas encore. Le Bianco a tenté de faire voter une loi pour lutter contre la fraude électorale, mais les députés s'y sont opposés. Bao Razafimahefa, assistante parlementaire, raconte comment des mallettes de billets circulent avant chaque nouveau vote du Parlement. Et ce, aussi bien dans la majorité que dans l'opposition. Mais pour le directeur du Bianco, le processus enclenché ces deux dernières années est irréversible. Notamment parce que la Banque mondiale et le FMI exercent des pressions toujours plus fortes pour que l'effort anticorruption soit réel. Une aide de 6,5 milliards de dollars, promise en décembre lors d'une conférence internationale à Paris, devrait être débloquée. En échange, l'Etat malgache doit procéder à des arrestations dans le trafic du bois de rose et dans le secteur des marchés publics, particulièrement corrompu. Claudine Razaimamonjy est la première à en faire les frais.

Sarah Bos, Miray Rasidy, Tojo Ravoahangy et Guillaume Reuge

Le service public gangrené par la corruption

En 2016, 856 cas de corruption ont été dénoncés par le Bianco.



Source : rapport 2016 du Bianco

« La faiblesse de l'Etat est un gruyère dans lequel tout le monde croque »

Brice Lejamble, 66 ans, dirige le Comité pour la sauvegarde de l'intégrité (CSI).

D'abord journaliste radio puis enseignant de français, Brice Lejamble a intégré le Comité pour la sauvegarde de l'intégrité (CSI) à sa création, en 2003. Depuis quatorze ans, il lutte contre la corruption dans son pays.

A quoi sert le Comité pour la sauvegarde de l'intégrité ?

Le CSI a été créé pour organiser la lutte anticorruption, perçue par la communauté internationale comme une faiblesse de l'Etat malgache. Une stratégie a été élaborée en s'inspirant de l'expérience de l'ONG Transparency International, avec le soutien de la Norvège, impliquée dans le projet depuis le début. La Banque mondiale finance le tout. L'anticorruption est organisée en trois volets : la prévention, l'éducation et la sanction. Le Comité est à l'origine des lois qui ont permis la création du Bianco (Bureau d'enquête indépendant anticorruption), du Samifin (agence du renseignement financier) et du Pôle anticorruption, opérationnel en juillet 2017. Une superstructure a été mise en place. Nous cherchons à développer la bonne gouvernance car la corruption n'est que le symptôme, pas la maladie. La faiblesse de l'Etat, un gruyère dans lequel tout le monde croque, est le vrai problème. Il ne sert à rien de créer une machine de guerre si l'environnement n'est pas favorable.

Quelle est votre définition de la corruption ?

Il existe deux formes de corruption : une grande qui brasse des millions et une petite que j'appelle « *corruption de confort* ». Cette dernière ne bouleverse pas l'ordre social, mais crée des liens de dépendance. Ce jeu pervers se retrouve dans tous les domaines. Ici, les avocats se plaignent de leur chiffre d'affaires car les gens payent directement le juge. C'est pourquoi nous ne faisons pas de distinction dans la lutte entre petite et grande corruption : l'une prépare l'autre et inversement. La corruption est une distorsion de toute la société qui peut renverser n'importe quelle situation et créer énormément d'inégalités. Les autres formes de délinquance qui ne sont pas directement monétisées, comme le trafic d'influence ou le népotisme, remontent toujours à des raisons matérielles.

Jugez-vous efficace la lutte anticorruption ?

Le système a mis dix ans avant d'être efficace. Les juges qui y travaillaient n'étaient pas spécialisés et partageaient leur temps de travail avec les affaires ordinaires. Pire, ils pouvaient être limogés ou placés sur des affaires courantes si leur enquête



était trop gênante. Or, nous avons tellement perdu la confiance des bailleurs internationaux que le FMI a mis la pression sur le gouvernement, en décembre dernier, à la conférence des bailleurs, à Paris. Les aides sont de plus en plus soumises aux gages de bonne gouvernance. Le FMI ne croit plus en la bonne volonté de l'Etat.

Quel rôle joue l'Etat malgache dans cette lutte ?

L'Etat malgache, ce sont des individus et pas une structure ferme. Il existe bien des lois comme la déclaration de patrimoine, mais seule la moitié des fonctionnaires l'applique. L'idée même que les hommes d'Etat se sentent redevables envers la nation n'existe pas. La corruption politique est la mère de toutes les corruptions, c'est pourquoi l'Etat laisse faire.

Quelles sont les solutions pour l'avenir ?

Il faut trouver un moyen d'impliquer plus la société civile, faire comprendre à la population son intérêt à lutter contre la corruption avant qu'elle ne se retourne contre elle. Il existe des solutions pour lutter contre ce pourrissement, mais le chemin est long. Les douanes sont un des seuls secteurs où on a pu changer quelque chose en dématérialisant les procédures. Des occasions de changer les choses, nous en avons ratées. Des sauveurs il y en a eu, mais c'est aux citoyens de demander des comptes, de lutter contre la dépendance et la résignation. La colère, l'abandon de souveraineté personnelle, le désespoir l'emportent chez ceux qui ont le plus besoin d'un changement. Les gens ne se sont pas appropriés l'Etat. La société malgache est en échec. Ça ne sert à rien d'avoir des héros incorruptibles, je demande juste aux fonctionnaires de faire leur travail.

Propos recueillis par Sarah Bos
et Guillaume Reuge



Joris Bolomey / Criej

Sur le marché aux zébus de Tsiroanomandidy, le 19 mai, un homme accusé de vol est frappé par des passants sur le chemin du commissariat.

Dans les villages, la justice se règle loin des tribunaux

La population rurale a recours aux jugements populaires. Parfois violente, la pratique est tolérée par les autorités locales débordées.

Il faut descendre du 4x4, marcher sur une piste défoncée puis traverser plusieurs rizières avant de rejoindre Edmond Soamifara, 52 ans, chef du *fokontany* de Mahazina. Le hameau, à une heure et demie d'Antsirabe, la grande ville de la région du Vakinankaratra, fonctionne de manière autonome grâce au *dina*, « entente » en malgache. Une justice coutumière qui organise la société villageoise : elle administre les travaux communautaires, la mise en commun d'outils, de récoltes et règle les litiges. Rendu par les habitants, le *dina* régit « 95 % des différends qui n'ont ainsi pas besoin de re-

monter jusqu'au tribunal », précise Edmond Soamifara.

Un cambrioleur lynché

Il arrive même au *dina* de sortir de ses prérogatives, allant jusqu'à se saisir d'affaires de meurtres qui ne sont théoriquement pas de son ressort. En avril 2017, le village a subi plusieurs attaques de bandits de grand chemin. Un villageois est mort, deux autres ont été grièvement blessés. Quelques jours plus tard, un cambrioleur, pris pour un des bandits, a été lynché à mort par la foule. La presse malgache relate quasi-quotidiennement des vengeances de ce type, qualifiées de « vindicte populaire ». A Mahazina, le cambrioleur

n'était pour rien dans la mort du villageois. Le *dina* s'est saisi de l'affaire. Chaque famille du village responsable s'est cotisée pour racheter la vie de l'homme. La police a constaté le crime, mais n'a pas mené d'enquête, respectant la conciliation entre les deux clans. Et les coupables ont échappé à la justice.

Six heures de marche

Dans la cour du tribunal d'Antsirabe, des gens se reposent, fourbus. Ils ont marché plus de six heures pour venir et s'apprêtent à repartir sans n'avoir rien obtenu. Dans les locaux vétustes, la procureure Colette Djao- >>>



>>> joma assure « *qu'il n'existe pas de dina dans la région* », à sa connaissance. Ni à celle de son substitut, appelé en renfort. C'est pourtant là que les *dina* de la région ont été homologués il y a sept ans. « *Par souci de maintien de l'ordre* », selon Thimoté Rakotomahandry, secrétaire général de la région et chargé en 2010 de l'homologation quand l'Etat malgache a souhaité encadrer et légaliser cette pratique séculaire.

Une fonction de prévention

Premier échelon dans la justice, le *dina* encadre 67 formes de litiges, et leurs sanctions sont toujours pécuniaires.

Les affaires les plus délicates ou qui ne trouvent

pas de point d'entente remontent au tribunal d'Antsirabe. Dans la majorité des cas, c'est le comité d'exécution du *dina* qui tranche. Composé d'une dizaine d'hommes, tous élus, ce comité a la charge d'enquêter, de confronter les différents protagonistes, de consigner par écrit les doléances et de rendre un jugement. Malgré l'absence de femmes dans la prise de décision et les risques de partialité, Naina Vikinifasani,

« Le dina soude la société villageoise »

49 ans, président du comité de Mahazina, considère le *dina* comme une réussite. « *Les gens font plus attention aux incivilités. Le dina a une fonction de prévention et d'éducation en plus de créer de l'ordre et de souder la société villageoise.* » Les droits de la défense et la présomption d'innocence ne sont pas non plus garantis et certains comités hésitent à rendre des jugements par peur de représailles.

Le recours au *dina* entérine une justice populaire mais il a l'avantage de réduire le volume d'affaires traitées par le tribunal, et surtout de contourner une justice étatique réputée corrompue

et difficile d'accès. Manque de moyens, usurpateurs profitant de l'ignorance des justiciables, frais de justice bien trop lourds... La liste des défauts de l'institution judiciaire est longue et érode la confiance des Malgaches. A tel point que les *dina* ne sont plus l'apanage des villages enclavés et s'exportent en ville, même s'ils traitent plus du tapage nocturne que du vol de zébu.

A Antsirabe, dans le quartier de Tsarasaotra, Albertin Andriamananihanta fait fi-

gure d'autorité morale, y compris auprès des plus jeunes. Il cumule les fonctions au sein du *fokontany* et du comité d'exécution du *dina*. Dans une pièce exigüe

67

formes de litiges peuvent être traités par les dina. Les tribunaux populaires s'occupent de cas aussi divers que les vols, les meurtres ou les destructions de biens publics.

et encombrée de paperasse, le sexagénaire accomplit son rôle de médiateur et de juge. Selon lui, l'homologation des *dina* a permis d'assagir les quartiers chauds de

la ville grâce à la concertation et au dialogue. Mais leur bilan est impossible à établir et le recouvrement des amendes auprès d'une population misérable est souvent vain. Un rapport annuel est bien exigé par la préfecture, en charge des contrôles depuis 2015. Interrogé, l'adjoint au préfet, Barisoa Andriamorasa, affirme que les autorités n'ont pas le temps de faire des vérifications sur le terrain. Loin des tribunaux, des *dina* illégaux persistent avec l'accord tacite de l'Etat.

Sarah Bos, Miray Rasidy, Tojo Ravoahangy et Guillaume Reuge



Le tribunal d'Antsirabe, troisième ville du pays.

Sarah Bos / CUEJ

Le grand marché aux puces

Dans l'île, les recharges mobiles s'achètent à chaque coin de rue.



Benoît Collet / Cuej

Près du campus d'Ankatso, à Antananarivo, un vendeur de cartes SIM et de recharges de crédit. Certains de ces kiosques ne vendent pas plus d'une dizaine de puces par mois.

Dans son kiosque de fortune, en plein centre de la capitale, Sylvia vend des cartes SIM au milieu des gâteaux secs et des cigarettes. Les fanions des trois opérateurs, Orange, Airtel et Telma, flottent au-dessus de son toit délabré. A Madagascar, pas d'abonnement ou de forfait : 98 % de la téléphonie est prépayée. Deux solutions existent pour trouver une carte SIM que l'on recharge selon les besoins : aller dans une boutique officielle ou l'acheter dans la rue. Les boutiques officielles étant rares, la deuxième option est la plus répandue.

Kiosques et commandos-SIM

A Antananarivo, Orange Madagascar, petit frère du géant français, s'appuie sur un sous-traitant, Mador. « Deux types de vendeurs existent : des groupes de deux personnes, dispatchés dans la ville, qui sont sous contrat avec nous, et des kiosques dans la rue », explique Bruno Rincel, le président-directeur général de Mador.

Bertina et Avotra font partie des 72 binômes sous contrat avec Mador. Les deux jeunes filles, parées de leur tunique Orange et postées dans le quartier d'Ampan-drana, détaillent leur quotidien : « Tous les soirs nous récupérons

les cartes SIM chez Mador, puis le lendemain, de 8 heures à 16 heures nous les vendons au prix où nous les avons achetées : 1 000 ariary. »

Dans ces points de vente, appelés « commandos-SIM » en interne chez Orange, les règles sont les mêmes que dans les agences officielles : pas de marge pour les employées, malgré leur salaire mensuel de 150 000 ariary, en-dessous de la moyenne nationale.

Mais les commandos-SIM n'existent que dans la capitale. La majorité des cartes SIM sont vendues dans les kiosques de rue.

Les règles y sont beaucoup moins strictes et le prix de revente dépend de l'offre et de la demande.

Miora tient un point de vente dans le quartier d'Analakely, à côté de l'hôtel de ville d'Antananarivo. Elle trouve des acheteurs prêts à payer 6 000 ariary pour ses cartes fournies par Orange à 1 000 ariary pièce. La marge va directement dans sa poche, sans aucune déclaration à l'Etat.

A la campagne, un commercial d'Orange vient directement fournir les puces aux kiosques. Mais le résultat est le même. A Ampify, une commune à 140 kilomètres d'Antananarivo, Emilienne revend ses cartes à 3 000 ariary. La

Le prix de revente dépend de l'offre et de la demande

jeune femme de 23 ans sait qu'elle ne vendra pas beaucoup de SIM dans le mois, sous son abri en tôle ondulée. Dans sa rue, trois autres guitounes proposent les mêmes services. Plus loin, Hova affiche un prix de revente fixe : 2 000 ariary. Mais la jeune femme semble un peu perdue : « Des fois les commerciaux d'Orange me vendent la carte à 1 000 ariary, d'autres jours, c'est 1 500. » Sur ce marché très informel, la carte d'identité est rarement demandée au moment d'acheter une puce.

Aubaine pour les criminels

En mai, un nouveau kidnapping crapuleux dans la capitale a eu lieu. Lors de leur enquête, les policiers ont réussi à identifier le numéro de téléphone des criminels, mais ceux-ci n'étaient enregistrés chez aucun opérateur. Pour tenter de mettre un nom sur chaque numéro, l'Autorité de régulation des technologies de communication (Artec) a adressé un courrier dès le lendemain aux trois opérateurs malgaches : si les propriétaires des cartes SIM non identifiées ne régularisent pas leur situation, les trois grands de la téléphonie ont ordre de couper leur ligne.

Dans les zones rurales où les clients doivent parfois faire 300 kilomètres pour trouver une agence officielle, seule accréditée pour régulariser leur situation, peu s'en soucieront. D'autant que nombreux sont les citoyens malgaches à ne pas avoir de papiers d'identité. Si les mesures de l'Artec sont réellement exécutées, des milliers de clients seront sans téléphone. En attendant que le secteur soit entièrement « nettoyé », comme disent les opérateurs, ils devront racheter une nouvelle carte SIM. Souvent de manière informelle.

Andrea Rambinintsotra et Donovan Thiebaud

Systeme D à la cité U

L'économie informelle prolifère dans la cité universitaire d'Ankatso, à Antananarivo. Un lieu de débrouille délaissé par les autorités.

Sur le campus de l'université d'Antananarivo, la cité universitaire s'étire en longueur à flanc de colline, au milieu d'une forêt en bordure de ville. Dans les ruelles de la cité U d'Ankatso, les petites épiceries informelles se sont installées entre les étroites chambres étudiantes aux portes de bois défoncées et aux fenêtres sans vitres. Ici les étudiants sont logés dans des maisonnettes de briques et de béton brut. Derrière des vitres sales, des épiciers de fortune vendent à bas prix café, pâtes et autres produits de première nécessité. Eclairés par des néons blafards, des restaurateurs servent du riz ou des nouilles aux étudiants,

seuls endroits collectifs où les 1 500 personnes hébergées à Ankatso peuvent venir manger, depuis que la cantine a fermé, par manque de moyens. « *L'Etat n'a plus assez de fonds pour subvenir aux besoins des étudiants.*

« Les petits épiciers rendent service aux étudiants. Ils remplacent l'Etat »

Nous laissons faire ces petits épiciers car ils rendent service aux étudiants.

Ils remplacent l'Etat »,

déclare

Willy Samison, directeur du Croua, l'office chargé de la gestion des cités universitaires malgaches, qui touche un loyer de la part de ces petits commerçants.

Plaques chauffantes bricolées

Les chambres de 10 m² où dorment les étudiants n'ont pas de cuisine. Alors ils bricolent des plaques chauffantes avec des

résistances électriques. Fitia, doctorante en médecine, et son compagnon Rakoto vivent dans une de ces chambres. Ils se sont improvisés pâtisseries pour survivre. Tous les soirs, pendant deux heures, ils préparent des gâteaux dans de grandes casseroles rouillées. Ils les font sécher sur le toit envahi de mauvaises herbes de leurs voisins en contrebas. Ils revendent ensuite leur production aux voisins épiciers 250 ariary le morceau. Un peu plus bas, des étudiants ont collé des affiches pour des livraisons de courses à domicile et de la vente de poisson frais. Non loin d'un champ d'ordures, dans un bloc de plain-pied, Prisca, une étudiante en dernière année de sociologie, prépare un grand repas de fête avec ses camarades de l'Ased, une association d'étudiants originaires

La cité U d'Ankatso accueille les étudiants dans des maisonnettes de briques et de béton. Photos : Benoît Collet / Cuej



de la région de Sambava, dans le nord-est de l'île. Son voisin de chambre, originaire de la ville côtière de Mahajanga, vend toutes les semaines entre 20 et 30 kilos de poisson frais que ses parents lui font parvenir. « Rien n'est déclaré, mais pourtant les étudiants qui font du petit commerce versent une taxe au Croua », explique Arnaud Zafiarison, le président national de l'Ased, également ancien habitant d'Ankatso.

Les piaules se refilent

Mais pour Arnaud Zafiarison, le principal commerce informel est immobilier. « Il y a plein d'occupants illégaux à la cité universitaire, qui ont fini leurs études, et qui pourtant restent y habiter plusieurs années, en achetant les chambres. C'est totalement illégal mais comme le Croua ne contrôle rien, les présidents d'associations étudiantes vendent les chambres en s'en mettant plein les poches au passage. » Une chambre se monnaie entre 1 à 3 millions d'ariary. Selon le directeur du Croua, 40 % des habitants de la cité U y vivent illégalement. Très souvent, les piaules se re-

filent aussi gratuitement entre frères et sœurs ou entre cousins. C'est par le biais de son frère qu'Hervé, étudiant en génie civil, a obtenu sa chambre à Ankatso. Assis au bord d'une piste en terre battue sur les hauteurs de la cité U, il tue le temps avec son ami Tany qui tient son bébé dans les bras, emmailloté dans une couverture. Eux pointent du doigt un autre business informel, organisé en plus haut lieu : celui des terrains appartenant à l'université. « Il y a des gens qui achètent des terrains à la fac pour construire leurs maisons. C'est un secret d'Etat, rigolent-ils. On a fait des grèves pour protester mais on n'a pas été écoutés. »

Constructions illégales

Au milieu de la cité universitaire, un terrain vide est clôturé par des plaques de tôle ondulée. Un peu plus loin, une grande bâtisse rouge se dresse, entourée de hauts murs. Il s'agit de constructions illégales, sur un espace normalement dévolu à l'héber-

gement des étudiants de l'université d'Antananarivo. La direction du Croua reconnaît l'existence de ces acquisitions foncières, qui concerneraient environ 2 ha de terrain.

« Ce sont des terrains qui appartiennent un peu à l'Etat, un peu à l'université, et les particuliers profitent de ce

« On a fait des grèves pour protester mais on n'a pas été écoutés »

flou juridique pour s'installer. Nous nous sentons impuissants face à cette situation », se plaint M. Samison.

Dans les petites allées escarpées qui serpentent entre les murs de brique de la cité U et les écoulements d'eaux à ciel ouvert, trois jeunes filles qui n'ont pas plus de 16 ans jouent avec deux enfants en bas âge, nombreux dans la cité universitaire. Ces trois filles sont des nounous. Pour 36 000 ariary par mois, elles gardent la marmaille des pensionnaires de la cité universitaire et dorment dans la même chambre qu'eux. Elles esquissent un sourire puis disparaissent vite dans les escaliers.

Benoît Collet et Jessica Rabeson

Prisca et ses camarades étudiantes du nord-est préparent le repas dans une salle commune.



La presse libre de tout scrupule

Face à la corruption et à la mainmise politique sur les médias traditionnels, des sites web indépendants tentent de se faire une place.



Léa Picard / Cnet

A la une des journaux, c'est « l'affaire Claudine » Razaimamonjy qui s'affiche. Cette conseillère du Président, poursuivie en justice, est cachée dans une chambre d'hôpital sans que personne n'obtienne le droit de la visiter. Une affaire qui déchaîne les passions médiatiques, entre appel à laisser Claudine en paix et titres vengeurs réclamant son expulsion de l'hôpital. Face au scandale politique, impossible pour un journal de ne pas prendre position.

Les rédacteurs exigent de leurs sources des « frais de déplacements »

Chaque média malgache, plus d'une centaine, revendique sa couleur politique. L'information, florissante, est libre depuis 1993 et la fin du régime autoritaire de Didier Ratsikara. Mais les prises de position ne sont pas désintéressées. « Depuis

les années 1990, les médias ont toujours été créés pour soutenir la campagne de quelqu'un, juge Mamelaso Ramiarinarivo, directeur exécutif de l'ONG Ilontsera, observatoire malgache des médias. A chaque élection présidentielle, on constate l'apparition d'une multitude de nouveaux médias. »

Ary-Misa Rakotobe a travaillé à Viva TV, détenue par Andry Rajoelina, président de 2009 à 2013 : « Au service politique, on ressentait vraiment la pression. On était obligé de faire la publicité de Rajoelina en permanence. J'ai préféré arrêter et devenir free-lance. » Il est courant de voir un journal faire la une sur son propriétaire et le couvrir de louanges.

Dans un paysage médiatique saturé, aux revenus aléatoires, la corruption est la base même

Un stand de journaux, au pied des escaliers d'Analakely, dans la capitale.

du système d'information. La pratique du *felaka* (gifle), ronge les rédactions. Pour compenser leurs dépenses, réelles ou imaginaires, les rédacteurs exigent de leurs sources des « frais de déplacements » de 15 000 ariary minimum, en échange d'un article complaisant. Une pratique encouragée, puisqu'ils doivent déclarer leurs enveloppes à leur rédacteur en chef. Plus ils rapportent d'argent, plus leur salaire, allant de 300 000 à 400 000 ariary, sera élevé. La situation est plus difficile encore pour les journalistes indépendants qui dépendent du *felaka* pour se déplacer dans un pays où le litre d'essence vaut un euro.

La diffamation, un fléau

A l'approche de l'élection présidentielle de 2018, la situation se tend davantage pour les journalistes. Fin 2016, un nouveau Code de la communication a été voté par le Parlement. D'abord négocié avec les journalistes, il a été changé sans préavis juste avant son adoption. Les députés vantent une loi permettant d'éviter les dérapages, notamment en renforçant les peines en cas de diffamation, un fléau dans la presse malgache, et essaye de limiter l'influence des grands patrons de presse. Mais les médias, eux, crient à la censure : le texte prévoit des peines allant jusqu'à la prison en cas d'atteinte à la vie privée, et les télévisions et radios publiques obtiennent le monopole de la diffusion dans la plus grande partie du territoire malgache.

Dans le même temps, la pression judiciaire s'accroît. Fin avril, le journaliste Fernand Cello, qui officiait sur Radio Jupiter, a

été emprisonné pour des charges mineures. Son arrestation a eu lieu le lendemain d'une émission télévisée où il dénonçait une exploitation illégale de saphirs par une entreprise proche du pouvoir. Ce contexte difficile n'encourage pas l'émergence de médias indépendants. « *Il y a bien Telonohorefy, mais il tire à moins de 1 000 exemplaires, explique Mamelaso Ramiarinarivo. Sa diffusion est aléatoire et il est inexistant dans les kiosques.* » Les autres quotidiens affirment tirer entre 10 000 et 70 000 exemplaires.

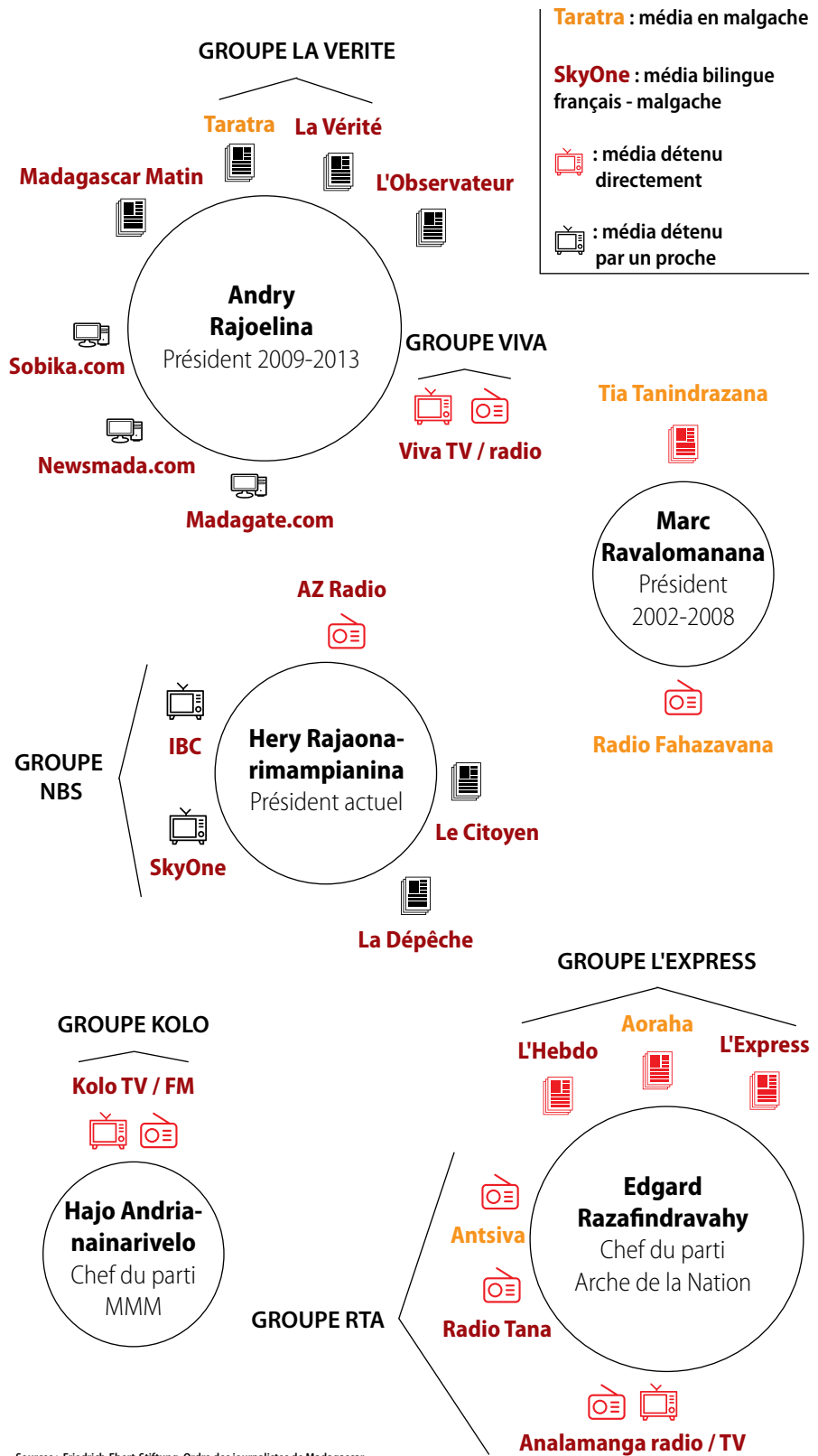
« **On commence à percer** » Internet offre un espace à des médias indépendants. Lancé en 2014, le *Daily* était le premier média indépendant gratuit en ligne à Madagascar. « *Nous voulions proposer des grands dossiers réguliers, ainsi que des contenus décalés,* raconte Andriamanambe Rakoto, ancien rédacteur en chef. *Par exemple, nous avons traité des attentats de 2014. Internet nous a permis d'être très rapide sur ce sujet.* » Mais alors que moins d'1,5 % de la population a accès au web, difficile de toucher une audience suffisante pour dégager des revenus publicitaires. Le *Daily* ne publie plus depuis fin 2016.

A côté des médias traditionnels, les jeunes Malgaches connectés commencent à s'emparer de l'information. A 25 ans, Rindra Hariniaina a créé son blog *Je suis jeune !* l'année dernière : « *Je parle des combats des jeunes, comme le chômage ou l'accès des femmes à l'emploi. Je veux me professionnaliser, mais rester indépendante et choisir mes sujets de prédilection. On n'est pas très nombreux, mais on commence à percer.* » Mamelaso Ramiarinarivo, d'Il-ontsera, est plus sceptique. « *Les blogs n'émergeront sûrement que d'ici cinq ou dix ans. Souvent, ce ne sont pas des journalistes de formation.* » Dans un espace web où tout reste à faire, ces journalistes citoyens devront s'imposer face aux patrons de presse.

**Léa Picard
et Dio Randrianarivelo**

Les médias populaires détenus par l'élite politique

Les responsables politiques malgaches s'appuient sur les médias pour soutenir leur campagne électorale. Depuis les années 1990, ils rachètent avec leurs amis et conseillers les principaux journaux et chaînes du pays.



Sources : Friedrich-Ebert-Stiftung, Ordre des journalistes de Madagascar

Les chrétiens accros aux sectes

Pauvres et sans repères, de plus en plus de jeunes cèdent aux sirènes de groupes protestants radicaux.

Micro en main, un jeune homme hésite un instant, puis, dans un sourire timide, chuchote : « *Jésus t'aime.* » Dans la salle, la centaine d'adolescents présents éclatent de rire et applaudissent. Quelques filles ont les yeux fermés et, comme dans un état de transe, se laissent bercer par une musique de fond apaisante. Ces jeunes, de 6 à 20 ans, assistent à un culte religieux de Shine, un groupe évangélique. « *J'aime bien être entre jeunes qui ont cette flamme à l'intérieur d'eux et qui ont reçu l'appel comme moi* », raconte Nokoloïna, 20 ans, volontaire et monitrice pour les ados. Mohamed, 22 ans, avoue qu'il se trouve parfois confronté à des détracteurs : « *Ils ne comprennent pas pourquoi je suis tellement convaincu. Mais ça me pousse encore plus à admirer Shine.* »

« On offre des cultes pleins de bonne ambiance »

qui ont cette flamme à l'intérieur d'eux et qui ont reçu l'appel comme moi », raconte Nokoloïna, 20 ans, volontaire et monitrice pour les ados. Mohamed, 22 ans, avoue qu'il se trouve parfois confronté à des détracteurs : « *Ils ne comprennent pas pourquoi je suis tellement convaincu. Mais ça me pousse encore plus à admirer Shine.* »

Une galaxie de 290 sectes

Environ 40 % de la population malgache est d'obédience chrétienne, selon le rapport international sur la liberté religieuse de 2014. « *Le fait religieux est omniprésent* », observe Andry Raodina, spécialiste en études africaines et enseignant à l'Institut d'études politiques de Madagascar. La FFKM, le Conseil des Eglises malgaches, représente les quatre confessions reconnues par l'Etat : l'Eglise catholique romaine, l'Eglise luthérienne, l'Eglise anglicane et l'Eglise de Jésus-Christ à Madagascar. Le groupe Shine n'en fait pas partie. Il relève de la galaxie des

L'islam à marche freinée

L'islam n'est pratiqué que par 7 % des Malgaches, selon le Rapport international sur la liberté religieuse de 2014. Mais il est de plus en plus visible : restaurants halal, femmes voilées dans les rues et constructions récentes de mosquées. Des dirigeants musulmans se réjouissent que « *les autorités locales aient montré plus de bonne volonté à*

délivrer des documents officiels avec des noms à consonance arabe. » En dépit de cette main tendue, le ministère national de l'Education a ordonné, le 21 avril 2017, la fermeture de 16 écoles coraniques. Il leur reproche d'exclure les filles et de dispenser cinq heures de cours de religion par semaine alors que la législation n'en prescrit qu'une.

290 associations culturelles identifiées par le ministère de l'Intérieur. Adolphe Rahamefy, lui, parle de « *sectes* ». Maître de conférences à l'Université d'Antananarivo et auteur du livre *Sectes et crises religieuses à Madagascar*, il qualifie ainsi les groupes religieux situés à la marge des Eglises officielles. Depuis le milieu des années 1990, les groupes protestants officiels, financés par des bienfaiteurs étrangers et les cotisations des adhérents, se développent et attirent de plus en plus de jeunes Malgaches.

Prophétie présidentielle

André Christian Dieu Donné Mailhol est président fondateur et pasteur principal du groupe évangélique Apokalypsy, qui célèbre le sabbat. En 2000, il aurait reçu une prophétie divine affirmant qu'il sera président de Madagascar. Pour lui, la tâche principale des jeunes consiste à finir leurs études et à être de fiers membres d'Apokalypsy : « *Leurs trois plus grands problèmes sont l'alcool, la drogue et la cigarette. Notre religion les proscrit. Nos jeunes ne vont pas en boîte de nuit. A la place, on offre des cultes pleins de bonne ambiance où on chante et danse ensemble.* »

La FJKM, acronyme pour l'Eglise de Jésus-Christ à Madagascar, le plus important culte du pays, ne s'alarme pas de cette concurrence. « *Je comprends que les sectes peuvent plaire aux adolescents, juge Onifinaritra Rajaonarivelo, secrétaire exécutive de la branche jeune de la FJKM. Mais ce n'est qu'une phase par laquelle les jeunes passent, après ils reviennent chez nous.* »

Vololona, Miora, Sitraka et Olivia, âgées de 14 à 19 ans, membres d'Apokalypsy, défendent leur vision radicale de la religion : « *Si nous avons cours samedi, jour des cultes de sabbat, nous n'allons pas à l'école, c'est clair.* » Elles respectent également un code vestimentaire : des robes ou des jupes longues bleues et blanches, les couleurs de la communauté.

La voiture du pasteur Mailhol et le mur de leur bâtiment sont aussi peints dans les mêmes teintes. « *On met des robes longues parce que c'est normal, on ne se pose pas de questions. On aime bien se distinguer des autres* », racontent les filles. Elles ont le droit d'avoir des amis qui ne sont pas membres d'Apokalypsy. « *Tant mieux, comme ça on peut les ramener* », lâchent-elles avec sérieux.

Dans son livre, Adolphe Rahamefy parle d'une « *faillite de l'Etat chrétien* ». Andry Raodina analyse : « *La jeunesse de Madagascar est déboussolée. Elle voit la pauvreté et la corruption. Elle est déçue par la politique. Les sectes, par contre, offrent des certitudes et des solutions toutes faites. Souvent la religion est une réponse à la pauvreté et je trouve cette tendance dangereuse.* » La solution réside dans l'éducation, pense-t-il, afin de « *développer l'esprit critique et l'esprit d'analyse. Pour que les jeunes Malgaches ne cèdent pas aux sirènes du fondamentalisme religieux.* »

Nina Zeindlmeier et Zo Ramanampisoa

40 %

de la population malgache est d'obédience chrétienne



Steve Andriamasy, 20 ans, alias « Epistolier ». Fenosoa Jonahson, 25 ans, alias « Seth Seven ». Na Hassi, 28 ans.

Slamer pour défier les aînés

Sur les scènes ouvertes de la capitale, les jeunes trouvent un espace de création et de liberté dans une société corsetée.

Au Cercle germano-malgache d'Antananarivo, le slam-master s'avance : « Avec vos tonnerres d'applaudissements, s'il vous plaît, j'appelle Seth Seven ! » Fenosoa Jonahson, 25 ans et slameur sous le pseudonyme de Seth Seven, monte sur scène. Il prend le micro et déclame : « Madagascar, la terre des couleurs. Je dirai que mon pays est transparent car à force de le voir, on y voit à travers le bonheur. »

Chaque slameur a trois minutes pour présenter sa composition. Il est interdit de réciter les textes de quelqu'un d'autre et de se déguiser. Fenosoa écrit en français et en malgache. Quand il déclame des vers qui font mouche, le public claque des doigts pour le soutenir. Pour Seth Seven, son public est sa famille. « En faisant du slam, tu peux dire ce

qui ne se dit pas dans la rue, avec tes propres mots. C'est juste toi, ta voix, ton corps », explique Fenosoa. Avec l'association Madagaslam, il organise des tournois pour des lycéens et des ateliers pour ceux qui veulent apprendre à slamer. Les jeunes artistes, dont les textes parlent de politique, d'amour et de

religion, trouvent une plate-forme pour s'exprimer dans les centres culturels. Quand il n'est pas sur scène, Seth Seven travaille au ministère des Travaux publics. Le slam, comme l'art en général, ne permet pas de gagner sa vie à Madagascar. « Il y a beaucoup de jeunes talentueux ici, mais personne ne les pousse. L'art n'est pas un travail reconnu et reste un deuxième choix », déplore Fenosoa.

Le slam-master appelle sur scène une jeune femme. Na Hassi, 28 ans, porte dans ses bras son fils. Son texte parle de la *Tanindrazana*, la terre des ancêtres, comme les Malgaches surnomment leur pays. Na Hassi va aussi à des lectures de textes classiques. « Mais je préfère l'ambiance dynamique des scènes slam », souligne-t-elle.

« Quelques minutes pour tout dire »

Les jeunes slameurs s'insurgent contre les inégalités dans leur pays. Le slam, pour eux, est une rébellion. Traditionnellement, à Madagascar, c'est aux aînés de prendre la parole. « Les jeunes doivent d'abord s'excuser, parce qu'ils sont jeunes », raconte Na Hassi. Le slam nous permet >>>

Kabary

Art oratoire traditionnel qui s'accomplit lors des cérémonies et fêtes familiales



>>> *d'entrer dans un milieu où c'est à nous de nous exprimer.* » Ce droit à la parole individuelle est ce qui distingue le slam de la pratique du *kabary*, art oratoire traditionnel qui s'accomplit lors des cérémonies et fêtes familiales. Pendant un mariage ou un enterrement, par exemple, un *mpikabary*, l'orateur, s'exprime via des proverbes malgaches. Il faut

« En ce moment, les jeunes se lissent les cheveux, ils veulent changer leur apparence »

les mêmes paroles, on répète toujours les mêmes phrases, juge Seth Seven. En plus ça dure des heures pour ne rien dire et tout le monde s'ennuie. Un slam dure quelques minutes pendant lesquelles on peut tout dire. C'est plus efficace. »

Ballottés entre le français et le malgache

Steve Andriamasy, slameur de 20 ans, préfère aussi le slam : « *Faire le kabary n'est pas dans mes compétences. C'est bien que les vieux préservent ces racines de la culture malgache, mais moi, je ne veux pas me mettre à leur place.* » Le slam est ainsi le marqueur d'une crise identitaire chez des jeunes ballottés entre francophonie et retour aux racines malgaches. Selon Seth Seven, « *les jeunes d'aujourd'hui ne savent pas où ils veulent aller.* » Et Na Hassi d'ajouter :

Le slam-master du Cercle germano-malgache, à Tana, le 13 mai.

Photos Simone Ahrweiler/Cuej

« *On est dans une phase où on oublie notre culture, on perd nos points de repère. En ce moment il y a une forte invasion de la culture japonaise. Les jeunes se lissent les cheveux, ils veulent changer leur apparence.* »

« Le rap et le slam sont comme une thérapie »

En tant que Malgache, avoir une seule identité n'est pas évident. Les influences culturelles de l'ancien colonisateur, de l'Asie et finalement de l'Afrique se mêlent sur l'île rouge. « *On se trouve dans une vraie guerre d'influence. Les jeunes Malgaches cherchent des points de repère extérieurs* », remarque Tsiaro Andriamahery, coordinateur au Centre culturel malgache IKM. « *Je crois en le slam, tranche Ha Nassi en souriant. C'est un moyen d'apprendre la langue malgache et de retrouver nos racines. Je ferai en sorte que mon fils parle malgache aussi* », confie Steve Andriamasy. « *Le rap et le slam sont comme une thérapie pour moi et mes amis* », précise-t-il en regardant les autres. Il y a cinq ans, il est monté sur une scène pour la première fois. Il a réfléchi et s'est trouvé un nom de scène, Epistolier. « *J'ai été très influencé par le slam français, explique-t-il. C'est un échange de créativité dont on a besoin. Notre génération contribue à l'évolution de l'art et de la culture.* »

**Simone Ahrweiler,
Michel Andriambololona,
Christian Rasamoelina
et Nina Zeindlmeier**

Bobines et bouts de ficelle

Faute de moyens, produire un film à Madagascar est un défi. Des initiatives sont lancées pour aider les réalisateurs.



Benoît Collet/Cuej

L'Institut franco-malgache dispose d'une des dernières salles de projection d'Antananarivo.

la production cinématographique. Quelques pistes existent cependant. Les cinéastes peuvent solliciter le programme Doc OI : à Toamasina, à 350 kilomètres au nord-est de la capitale, des réalisateurs sont invités en résidence pour écrire leur scénario. Les meilleurs d'entre eux décrochent des financements pour tourner leurs films. Depuis 2011, dans la capitale malgache, le fonds d'aide SeraSary, créé par la boîte de production

« L'idée, c'est de dire avec humour qu'on mange de la merde »

Rosyfilms et l'association Rencontres du film court, financée par des partenaires privés, donne un coup de pouce de 1 000 euros à des projets.

Une autre solution est de passer par des boîtes de production locales comme Evil Ways Productions ou Endémika Films. Cette dernière appartient à Lova Nantenaina, le grand frère de Fifaliana. Pour *Anay ny lalana*, le cadet a ainsi reçu 1 200 euros pour son film.

Le court-métrage par défaut

Dans son nouveau projet, Fifaliana Nantenaina dénonce l'usage des eaux usées dans l'agriculture : « *L'idée, c'est de dire avec humour qu'on mange de la merde. Quand je fais des films, c'est avant tout pour les Malgaches* », détaille-t-il. Cela ne l'empêche pas, comme son frère, de présenter ses œuvres dans des festivals internationaux. Dans son dernier long métrage *Ady Gasy*, Lova Nantenaina raconte l'ingéniosité et le

Dans une ruelle d'Antananarivo, un vieil homme marche péniblement. Un bidon d'eau sur la tête, il se fraye un chemin dans la foule. « *Ceux qui ne me connaissent pas me bousculent, les autres me disent : la route est à vous l'ainé!* » Dadakoto, porteur d'eau de 70 ans, est le personnage central du documentaire *Anay ny lalana* (La rue est à moi) de Fifaliana Nantenaina, sorti en 2015. « *La persévérance de ce vieillard est un encouragement pour les jeunes qui ne trouvent pas de travail* », explique le réalisateur de 26 ans, aux cheveux longs, attablé dans sa maison du quartier d'Analamahitsy.

1 200 euros pour produire un film

Projeté au Festival international de Clermont-Ferrand en 2016, le deuxième court-métrage de Fifaliana Nantenaina n'a jamais été diffusé dans un cinéma malgache. Et pour cause, les dernières salles de la Grande Île ont fermé leurs portes en juin 1996. « *Le film n'est pas sur le marché local. La diffusion est assurée par des ONG ou des jeunes qui organisent des projections improvisées* », précise le cinéaste. *Anay ny lalana* a séduit une chaîne de télévision italienne, qui a acheté les droits de diffusion 500 euros. Le premier court-métrage de Fifaliana Nantenaina, *Le Pain*, un film d'animation de trois minutes et demie, tournée en 2012, a quant à lui été diffusé dans des écoles. Financer ces documentaires relève de la gageure dans un pays qui n'a pas de politique de soutien à

Doc OI

Créé à Madagascar en 2011, le programme Doc OI (Océan Indien) bénéficie d'un partenariat avec la boîte de production Endémika films (Antananarivo), l'association Asa Sary Prod (Toamasina) et l'association Docmonde (France). Il est soutenu par la région Atsinanana, les municipalités de Toamasina et Tiasary, la région Rhône-Alpes et l'Organisation internationale de la francophonie.

sens de la débrouille malgache. Ou comment transformer des pneus en chaussures ou des ampoules en lampe à pétrole. Sur demande, le DVD est mis à disposition pour des projections privées ou publiques. Par manque de moyens, les réalisateurs filment souvent avec des appareils reflex. Le format court s'impose plus par nécessité que par choix. Les aides de l'Etat étant rares, les cinéastes signent parfois des contrats avec de grandes entreprises, quitte à perdre leur indépendance. « *Les films sont entrecoupés de panneaux publicitaires et les entreprises peuvent changer le scénario* », dénonce Nabih Day.

Ce réalisateur de 29 ans vient de terminer le script d'un court-métrage sur le trafic de dons d'organe, un fléau sur l'île. « *Je m'intéresse à la protection environnementale*, explique le cinéaste qui réalise des spots publicitaires et des clips pour gagner sa vie. A Madagascar, vivre du cinéma reste difficile.

Alexis De Azevedo, Maxime Maréchal et Anne-Laure Ratsirahonana

Centre universitaire d'enseignement du journalisme (CUEJ),
Université de Strasbourg - 11 rue du Maréchal-Juin CS 10068 67046 Strasbourg -
03 68 85 83 00 www.cuej.unistra.fr - www.cuej.info

DIRECTRICE DE LA PUBLICATION Nicole Gauthier

ENCADREMENT Laurence Defranoux, Nicole Gauthier, Alain Peter, Aymeric Robert

RÉDACTEUR EN CHEF Alexis Boisselier

RÉDACTRICE EN CHEF ADJOINTE Fanny Guiné

CHEF D'ÉDITION Maxime Maréchal

COORDINATEUR ICONOGRAPHIQUE Joris Bolomey

COORDINATEURS INFOGRAPHIQUES Léa Picard, Donovan Thiebaud

RÉALISATION Simone Ahrweiler, Alexis Boisselier, Joris Bolomey, Sarah Bos, Juliette Buchez, Benoît Collet, Alexis De Azevedo, Guilhem Dubernet, Peter Eßer, Fanny Guiné, Anna Manceron, Maxime Maréchal, Léa Picard, Guillaume Reuge, Donovan Thiebaud, Nina Zeindlmeier

PHOTO DE UNE ET DE DER Joris Bolomey

ENCADREMENT TECHNIQUE Jean-Christophe Galen

ENCADREMENT REPORTAGES VIDÉO Sylvie Malal, Marie Pouchin

ÉTUDIANTS REPORTAGES VIDÉO Grégoire Alcalay, Kevin Baptista, Clélia Bénard, Anthony Capra, Tamouna Dadiani, Antoine Defives, Robin Droulez, Anthony Ducruet, Chloé Duval, Mélissa Genevois, Julia Gnnann, Jakob Groth, Nina Gottlöber, Anthony Halpern, Delphine Lahondé, Charlotte Lefetey, Arthur Lindon, Olga Patapenka, Camille Pauvarel, Raphaëlle Perez, Arnaud Richard, Philine Sauvageot, Carol Valade

ENCADREMENT RADIO Bernard Conchon, Aline Ranaivoson

ÉTUDIANTS RADIO Clotilde Brunet, Juliette Buchez, Clémence Dubois, Tatiana Geiselmann, Mélanie Kuszelewicz, Pierre-Antoine Lefort, Jordan Muzyczka, Maxime Nauche, Noémie Philippot, Theresa Steudel

ÉTUDIANTS M1 IEP MADAGASCAR Rojo Andriamananjara, Valisoa Andriamboavonjy, Michel Andriamihanta, Yfalina Andrianjafy Mbeloarimahay, Ariela Andrianjatovo, Miora Andrianjatovo, Sahantsaina Andriantsiambo, Miandraniaina Mahefanirina, Ruffine Rabareson, Jessica Rabeson, Sedera Rajaonarivo, Valisoa Rakotorisaona, Heritoavina Rakotoarivelo, Njaraniaina Rakotomahenina, Raozinirina Rakotomalala, Onona Rakotomavo, Anja Rakotoniaina, Johan Rakotoniaina, Gabrielle Rakotonirina, Zo Ramanampisoa, Muriel Ramamonjisoa, Rian'Antsa Ramanana, Anjaniana Ramanarivo, Andoniaina Ramanantsoavina, Andrea Raminintsotra, Tendrisoa Randriamanalina, Dio Randrianarivelo, Christian Rasamoelina, Miray Rasidy, Anne-Laure Ratsirahonana, Safikah Dani Ravoahangy, Tojo Ravoahangy, Valintsoa Razafindratimo, Marco Razanakolona, Oriellie Tiandrainy

IMPRESSION NIAG, Antananarivo, Madagascar

Remerciements à tous ceux qui nous ont consacré du temps et accompagné dans la réalisation de ce projet, et notamment Patrick Serge Ravoanangy, directeur de la régulation des médias au ministère de la Communication et des relations avec les institutions

Andriatiana Rakoto, directeur de la législation et de la valeur au ministère des Finances et du budget

Nos conférenciers, Hugues Février Rajaonson et Aina Razafiarison

Jeanne Richard

L'IEP Madagascar, Davida Rajaon son président, Andry Raodina directeur des études, Jocelyn Rasoaveloson, conseiller programme et orientation, Miary Rasolofoarijaona, et toute l'équipe pédagogique et administrative.